

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales
et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 3044

21 octobre 2014

SOMMAIRE

BBFH S.à r.l.	146071	Five Arrows Managers	146074
BCF Photonics II S.à r.l.	146073	GE Canada Holdings Luxembourg S.à r.l.	146066
Black Horse S.A.	146112	Investitre S.A. Holding	146069
BRW Capital S.à r.l.	146071	IREF Art-Invest Cologne Holding	146068
Caret Saarbrücken S.à r.l.	146074	Kenzan International S.A., SPF	146069
Carmela S.à r.l.	146074	Kilrush	146069
Chut C'Est Rose S.A. SPF	146074	Kirchberg Property Company S.C.A. ...	146068
Citadel Mainstay Investments S.à r.l.	146073	K-Real GP S.à r.l.	146066
Citruz Prop1 S.à r.l.	146069	LGT (Lux) II	146067
Citruz Prop2 S.à r.l.	146071	LGT (Lux) III	146067
Citruz Prop3 S.à r.l.	146072	Luxembourg Hospitality	146068
Clorane S.A.	146073	Lux Pressing S.à r.l.	146067
ColInvest Beteiligungsmanagement Lu- xembourg S.à r.l. & Cie KPBGSL S.e.c.s.	146072	Magesta Properties S.A.	146068
Colada LuxCo S.à r.l.	146070	Notus Investments 1 S.à r.l.	146086
Combermere Limited Inc. S.à r.l.	146072	Notus Investments 2 S.à r.l.	146096
Compo AcquiCo S.à r.l.	146072	OCM Sierra Debtco S.à r.l.	146077
Concord Luxembourg S.à r.l.	146073	Orange Ventures S.à r.l.	146067
Constructions Luxembourgeoises K-Home	146071	Otto Healthcare S.à r.l.	146075
Convergent Holding Lux 2 S.à r.l.	146070	Project Metro Holding S.C.A.	146067
Corel Software (Lux), S.à r.l.	146070	Sea S.A.	146104
DB PWM I	146066	Swing Financial Developments S.à r.l. ...	146110
Dotcorp Fine Art S.à r.l.	146066	Vat Reclaim Holding S.à r.l.	146110

K-Real GP S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2540 Luxembourg, 15, rue Edward Steichen.

R.C.S. Luxembourg B 188.191.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014142228/9.

(140161520) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 septembre 2014.

GE Canada Holdings Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1313 Luxembourg, 5, rue des Capucins.

R.C.S. Luxembourg B 166.829.

Statuts coordonnés, suite à l'assemblée générale extraordinaire reçue par Maître Francis KESSELER, notaire de résidence à Esch/Alzette, en date du 7 avril 2014 déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Esch/Alzette, le 7 mai 2014.

Référence de publication: 2014141505/11.

(140160943) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 septembre 2014.

Dotcorp Fine Art S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2530 Luxembourg, 10A, rue Henri M. Schnadt.

R.C.S. Luxembourg B 119.736.

Il est porté à votre connaissance les changements suivants:

Jean-Emile Rosenblum Gérant de catégorie A de la société n'a plus son adresse au:

38, Avenue Victor Hugo

F-75016 Paris

Mais au:

24, Havatzelet Hasharon St (Herzliya)

46641 Israël

Référence de publication: 2014142708/14.

(140162413) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 septembre 2014.

DB PWM I, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2180 Luxembourg, 4, rue Jean Monnet.

R.C.S. Luxembourg B 159.372.

Herr Andreas Jockel ist mit Wirkung zum 30. Juni 2014 von seinem Amt als Verwaltungsratsmitglied der Gesellschaft zurückgetreten.

Herr Marco Schmitz, geschäftlich ansässig 4, rue Jean Monnet L-2180 Luxembourg, ist mit Wirkung zum 30. Juni 2014 bis zum Ablauf der ordentlichen Generalversammlung im Jahre 2015 zu einem Mitglied des Verwaltungsrates der Gesellschaft ernannt worden.

Die Mandate von Herrn Alfons Klein, geschäftlich ansässig 4, rue Jean Monnet L-2180 Luxembourg, von Herrn Stéphane Junod, geschäftlich ansässig 3, Place des Bergues 1201 Geneva, Schweiz, und von Herrn Christoph Bosshard, geschäftlich ansässig 3, Place des Bergues 1201 Geneva, Schweiz sind mit Wirkung zum 2. Mai 2014 bis zum Ablauf der ordentlichen Generalversammlung im Jahre 2015 verlängert worden

Das Mandat des Wirtschaftsprüfers KPMG Luxembourg S.à r.l., geschäftlich ansässig 9, Allée Scheffer L-2520 Luxembourg, wird mit Wirkung zum 2. Mai 2014 bis zum Ablauf der ordentlichen Generalversammlung im Jahre 2015 verlängert.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg.

Référence de publication: 2014142711/20.

(140162105) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 septembre 2014.

LGT (Lux) II, Société Anonyme sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-2180 Luxembourg, 5, rue Jean Monnet.

R.C.S. Luxembourg B 175.959.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 10 septembre 2014.

Référence de publication: 2014142251/10.

(140161405) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 septembre 2014.

LGT (Lux) III, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2180 Luxembourg, 5, rue Jean Monnet.

R.C.S. Luxembourg B 178.747.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 10 septembre 2014.

Référence de publication: 2014142250/10.

(140161467) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 septembre 2014.

Orange Ventures S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2346 Luxembourg, 20, rue de la Poste.

R.C.S. Luxembourg B 184.514.

Statuts coordonnés, suite à l'assemblée générale extraordinaire reçue par Maître Francis KESSELER, notaire de résidence à Esch/Alzette, en date du 11 avril 2014 déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Esch/Alzette, le 12 mai 2014.

Référence de publication: 2014142315/11.

(140161648) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 septembre 2014.

Project Metro Holding S.C.A., Société en Commandite par Actions.

Siège social: L-2557 Luxembourg, 9A, rue Robert Stümper.

R.C.S. Luxembourg B 166.858.

Statuts coordonnés, suite à une constatation d'augmentation de capital reçue par Maître Francis KESSELER, notaire de résidence à Esch/Alzette, en date du 8 avril 2014 déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Esch/Alzette, le 8 mai 2014.

Référence de publication: 2014142347/11.

(140161148) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 septembre 2014.

Lux Pressing S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4010 Esch-sur-Alzette, 138, rue de l'Alzette.

R.C.S. Luxembourg B 177.566.

Statuts coordonnés, suite à une cession de parts sociales ainsi qu'une assemblée générale extraordinaire reçue par Maître Francis KESSELER, notaire de résidence à Esch/Alzette, en date du 10 avril 2014 déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Esch/Alzette, le 12 mai 2014.

Référence de publication: 2014142256/12.

(140161540) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 septembre 2014.

IREF Art-Invest Cologne Holding, Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 75.000,00.

Siège social: L-1116 Luxembourg, 6, rue Adolphe.
R.C.S. Luxembourg B 163.907.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Référence de publication: 2014143499/9.
(140163132) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 septembre 2014.

Magesta Properties S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2134 Luxembourg, 50, rue Charles Martel.
R.C.S. Luxembourg B 133.939.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Extrait sincère et conforme

MAGESTA PROPERTIES S.A.

Référence de publication: 2014143596/11.
(140162939) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 septembre 2014.

Luxembourg Hospitality, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.
R.C.S. Luxembourg B 135.375.

Rectificatif

Dépôt n° L140162594 - Enregistré et déposé le 15/09/2014

Une erreur s'est glissée dans le formulaire de réquisition soumis au Registre de Commerce et des Sociétés.

En effet, Monsieur Anthony Agostino, né le 14 février 1983 à Thionville, France, ayant son adresse professionnelle au 412F, route d'Esch, L-1030 Luxembourg, a été nommé gérant A de la Société en remplacement du gérant démissionnaire, avec prise d'effet au 1^{er} septembre 2014 et ce, pour une durée indéterminée et non Madame Candice De Boni comme indiqué.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 15 septembre 2014.

Référence de publication: 2014143548/16.
(140163444) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 septembre 2014.

Kirchberg Property Company S.C.A., Société en Commandite par Actions.

Siège social: L-5365 Munsbach, 7, rue Gabriel Lippmann.
R.C.S. Luxembourg B 162.532.

EXTRAIT

Il résulte de l'assemblée générale des actionnaires de la Société qui s'est tenue le 3 juin 2014 que les décisions suivantes ont été prises:

- Il a été décidé que les mandats de commissaire aux comptes de Monsieur Werner Weynand, Monsieur René Ensch, et Madame Nadia Faber tous demeurant professionnellement 7, Rue Gabriel Lippmann, L-5365 Munsbach, Grand-Duché de Luxembourg, ont été renouvelé pour un an et ce jusqu'à l'assemblée générale annuelle qui se tiendra en 2015 et qui statuera sur l'approbation des comptes au 31 décembre 2014.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Munsbach, le 29 juillet 2014.

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2014143522/18.
(140163496) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 septembre 2014.

Investitre S.A. Holding, Société Anonyme Holding.

Siège social: L-1941 Luxembourg, 241, route de Longwy.
R.C.S. Luxembourg B 66.539.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014143498/10.

(140163071) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 septembre 2014.

Kilrush, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2540 Luxembourg, 15, rue Edward Steichen.
R.C.S. Luxembourg B 124.754.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait conforme

Référence de publication: 2014143520/10.

(140163091) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 septembre 2014.

Citruz Prop1 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 26A, boulevard Royal.
R.C.S. Luxembourg B 190.059.

Extrait des résolutions de l'Assemblée Générale Extraordinaire des Associés de la Société prises le 4 septembre 2014

L'Assemblée Générale Extraordinaire de la Société a décidé de nommer Mr. Hugo NEUMAN, né le 21 octobre 1960 à Amsterdam (Pays-Bas) ayant sa résidence au 16, rue J.B. Fresez L-1542 Luxembourg comme Gérant de la société avec effet au 4 septembre 2014.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Citruz Prop1 Sàrl

Référence de publication: 2014143964/13.

(140163977) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 septembre 2014.

Kenzan International S.A., SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-2522 Luxembourg, 6, rue Guillaume Schneider.
R.C.S. Luxembourg B 38.403.

EXTRAIT

Il résulte du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire de la Société tenue le 1^{er} septembre 2014 que:

- Les démissions de M. Olivier LIEGEOIS, administrateur et président du Conseil d'administration et M. Luc GERON-DAL, administrateur de la Société, en date du 31 août 2014, ont été acceptées.

1. Les personnes suivantes ont été nommées administrateurs avec effet au 31 août 2014 et ce jusqu'à l'assemblée générale approuvant les comptes arrêtés au 31 décembre 2013:

- (i) Mr Bruno BEERNAERTS, né le 4 novembre 1963 à Ixelles, Belgique, résidant au 162, rue de Reckenthal, L-2410 Strassen.

- (ii) Mme Jessica DA SILVA, née le 21 juillet 1981 à Mont Saint Martin, France, résidant professionnellement au 16, avenue Pasteur L-2310 Luxembourg.

La Société prend acte de la nouvelle adresse de Monsieur Patrick MOINET au 156, rue Albert Uden L-2652 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 15 septembre 2014.

Référence de publication: 2014143526/21.

(140163341) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 septembre 2014.

Corel Software (Lux), S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: USD 268.212,35.**

Siège social: L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.
R.C.S. Luxembourg B 161.778.

RECTIFICATIF

Veuillez prendre note qu'une erreur s'est glissée lors du dépôt de l'avis, sous la référence L140163659 en date du 16 septembre 2014.

Il convient de lire que le nom de l'associée Vector Holdings, SRL, est Vector CC Holdings I, SRL et non pas Vector Holdings, SRL comme mentionné par erreur.

Luxembourg, le 16 septembre 2014.

Pour avis rectificatif sincère et conforme

Pour Corel Software (Lux), S.à r.l.

Intertrust (Luxembourg) S.à r.l.

Référence de publication: 2014143983/17.

(140163797) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 septembre 2014.

Colada LuxCo S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1246 Luxembourg, 2C, rue Albert Borschette.
R.C.S. Luxembourg B 143.937.

EXTRAIT

Les associés de la Société, par résolutions écrites datées du 24 juin 2014, ont décidé de transférer le siège social de la Société au 2C, rue Albert Borschette, L-1246 Luxembourg, avec effet au 15 septembre 2014.

Les adresses professionnelles des gérants Heiko Dimmerling, Thomas Sonnenberg, Michiel Kramer et Antonis Tzanetis ont également changés. Lesdits gérants résident dorénavant professionnellement au 2C, rue Albert Borschette, L-1246 Luxembourg.

Le gérant Mats Eklund a également transféré son adresse professionnelle au 9 South Street, 3^{ème} étage, Londres, W1K 2XA, Royaume-Uni.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour Colada LuxCo S.à r.l.

Référence de publication: 2014143973/18.

(140164328) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 septembre 2014.

Convergent Holding Lux 2 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2530 Luxembourg, 10A, rue Henri M. Schnadt.
R.C.S. Luxembourg B 183.700.

EXTRAIT

Il résulte de deux conventions conclues en date du 28 février 2014 entre Convergent Holding Lux 1 S.à r.l., une société à responsabilité limitée constituée et existante selon les lois du Luxembourg, ayant son siège social au 10A, rue Henri M. Schnadt, L-2530 Luxembourg, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 183703 ("Convergent 1") et Convergent Technologies Holding Company, une société constituée et existante selon les lois de l'Etat du Delaware (Etats-Unis d'Amérique), ayant son siège social au 615 South DuPont HighWay, Dover, DE 19901, Etats-Unis d'Amérique, immatriculée au Secretary of State sous le numéro 3483205 ("Convergent Technologies"), que Convergent Technologies a transféré un total de 9.301.152 parts sociales qu'il détenait dans le capital social de la Société à Convergent 1.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait sincère et conforme

Convergent Holding Lux 2 S.à r.l.

Référence de publication: 2014143981/19.

(140164095) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 septembre 2014.

BBFH S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5716 Aspelt, 23, rue de l'Ecole.

R.C.S. Luxembourg B 172.042.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014143940/9.

(140163531) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 septembre 2014.

BRW Capital S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1118 Luxembourg, 23, rue Aldringen.

R.C.S. Luxembourg B 151.723.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014143953/10.

(140164456) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 septembre 2014.

Citruz Prop2 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 26A, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 190.060.

Extrait des résolutions de l'Assemblée Générale Extraordinaire des Associés de la Société prises le 4 septembre 2014

L'Assemblée Générale Extraordinaire de la Société a décidé de nommer Mr. Hugo NEUMAN, né le 21 octobre 1960 à Amsterdam (Pays-Bas) ayant sa résidence au 16, rue J.B. Fresez L-1542 Luxembourg comme Gérant de la société avec effet au 4 septembre 2014.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Citruz Prop2 Sàrl

Référence de publication: 2014143965/13.

(140164201) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 septembre 2014.

Constructions Luxembourgeoises K-Home, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-9166 Mertzig, 2, Zone Industrielle.

R.C.S. Luxembourg B 93.550.

Extrait de l'assemblée générale extraordinaire du 27.08.2014

Ce jour se sont réunis les associés de la société

CONSTRUCTIONS LUXEMBOURGEOISES K-HOME S.à r.l. en

Assemblée Générale Extraordinaire.

Après délibération il a été décidé:

1/ En remplacement de l'actuel gérant technique, Monsieur Edmond GUILLET, a été nommé Madame Sophie BROUWERS, demeurant à B-6717 TONTELANGE, 322, Le Faubourg et ce en tant que nouveau gérant technique gros-oeuvre pour la branche «charpentier-couvreur-ferblantier» à partir du 1^{er} septembre 2014.

2/ En remplacement de l'actuel gérant technique, Monsieur Andreas DIELE, a été nommé Madame Sophie BROUWERS, demeurant à B-671 7 TONTELANGE, 322, Le Faubourg et ce en tant que nouveau gérant technique second-œuvre pour la branche «chauffage-sanitaire-frigoriste» à partir du 1^{er} septembre 2014.

3/ Dans le domaine technique, la société sera valablement engagée en toutes circonstances par la signature du gérant technique, tandis que dans tous les autres domaines, la société sera valablement engagée par la signature du gérant administratif.

Fait à Mertzig, le 27 août 2014.

Brigitte KARTHEUSER / Sophie BROUWERS.

Référence de publication: 2014143979/22.

(140163935) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 septembre 2014.

ColInvest Beteiligungsmanagement Luxembourg S.à r.l. & Cie KPBGSL S.e.c.s., Société en Commandite simple.

Siège social: L-2330 Luxembourg, 140, boulevard de la Pétrusse.
R.C.S. Luxembourg B 157.029.

Der individuelle Jahresabschluss zum 31. Dezember 2011 der ColInvest Beteiligungsmanagement Luxembourg S.à r.l. & Cie KPBGSL S.e.c.s. wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, den 15. September 2014.

Référence de publication: 2014143989/12.

(140163608) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 septembre 2014.

Citruz Prop3 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 26A, boulevard Royal.
R.C.S. Luxembourg B 190.086.

Extrait des résolutions de l'Assemblée Générale Extraordinaire des Associés de la Société prises le 4 septembre 2014

L'Assemblée Générale Extraordinaire de la Société a décidé de nommer Mr. Hugo NEUMAN, né le 21 octobre 1960 à Amsterdam (Pays-Bas) ayant sa résidence au 16, rue J.B. Fresez L-1542 Luxembourg comme Gérant de la société avec effet au 4 septembre 2014.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Citruz Prop3 Sàrl

Référence de publication: 2014143966/13.

(140164232) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 septembre 2014.

Combermere Limited Inc. S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2551 Luxembourg, 123, avenue du X Septembre.
R.C.S. Luxembourg B 144.607.

Veillez noter que l'adresse de l'associée unique, General Refinance Foundation, se situe désormais à MMG Tower, 16^{ème} étage, 53^{ème} Street, Urbanizacion Marbella, Marbella, Panama, République de Panama, enregistrée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de la République de Panama sous le numéro 56369.

Luxembourg, le 16 septembre 2014.

Pour avis sincère et conforme

Pour Combermere Limited Inc. S.à r.l.

Un mandataire

Référence de publication: 2014143975/14.

(140164260) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 septembre 2014.

Compo AcquiCo S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,03.

Siège social: L-1246 Luxembourg, 2C, rue Albert Borchette.
R.C.S. Luxembourg B 159.796.

EXTRAIT

L'associé unique de la Société, par résolutions écrites datées du 27 juin 2014, a décidé de transférer le siège social de la Société au 2C, rue Albert Borschette, L-1246 Luxembourg, avec effet au 15 septembre 2014.

Les adresses professionnelles des gérants Heiko Dimmerling, Michiel Kramer et Antonis Tzanetis ont également changé. Lesdits gérants résident dorénavant professionnellement au 2C, rue Albert Borschette, L-1246 Luxembourg B

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour Compo AcquiCo S.à r.l.

Référence de publication: 2014143977/15.

(140163762) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 septembre 2014.

BCF Photonics II S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.
R.C.S. Luxembourg B 79.960.

Les comptes annuels au 31 janvier 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014143941/9.

(140164339) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 septembre 2014.

Citadel Mainstay Investments S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 51, avenue J.F. Kennedy.
R.C.S. Luxembourg B 109.283.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 09 Septembre 2014.

Sanne Group (Luxembourg) S.A.

Référence de publication: 2014143962/11.

(140164181) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 septembre 2014.

Concord Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.
R.C.S. Luxembourg B 164.709.

Le Bilan et l'affectation du résultat au 30 novembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 15 septembre 2014.

Concord Luxembourg S.à r.l.

Johannes L. de Zwart

Gérant

Référence de publication: 2014143978/14.

(140164075) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 septembre 2014.

Clorane S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 5, boulevard Royal.
R.C.S. Luxembourg B 93.250.

CLÔTURE DE LIQUIDATION*Extrait*

Il résulte du procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société du 15 septembre 2014 que la clôture de la liquidation a été prononcée et qu'il faut procéder à la RADIATION de l'inscription prise sous la section

B n° 93.250 au nom de la Société CLORANE S.A.,

avec siège social au 5, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg,

Capital social: EUR 71.000,-

Les livres et documents sociaux de la société seront conservés pendant une durée de 5 ans à l'adresse du siège social de la société.

Pour extrait conforme

Signature

Le Liquidateur

Référence de publication: 2014144010/20.

(140164354) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 septembre 2014.

Caret Saarbrücken S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2633 Senningerberg, 6A, route de Trèves.
R.C.S. Luxembourg B 115.336.

Le bilan au 31 Décembre 2012 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014143997/9.

(140163580) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 septembre 2014.

Carmela S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.
R.C.S. Luxembourg B 122.823.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour CARMELA S.à r.l.

Intertrust (Luxembourg) S.à r.l.

Référence de publication: 2014143998/11.

(140164468) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 septembre 2014.

Chut C'Est Rose S.A. SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-2661 Luxembourg, 42, rue de la Vallée.
R.C.S. Luxembourg B 181.733.

Les comptes annuels au 31.12.2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 12 septembre 2014.

Pour: CHUT C'EST ROSE S.A. SPF

Société anonyme

Experta Luxembourg

Société anonyme

Référence de publication: 2014144006/14.

(140164285) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 septembre 2014.

Five Arrows Managers, Société Anonyme.

Capital social: EUR 33.740,00.

Siège social: L-1136 Luxembourg, 1, place d'Armes.
R.C.S. Luxembourg B 143.757.

Extrait des résolutions de l'assemblée générale des actionnaires prises en date du 14 Juin 2013

A été nommée administrateur de catégorie A jusqu'à l'Assemblée Générale Ordinaire qui se tiendra en 2016:

- Madame Mireille Klitting, née le 23/10/1959, à Bron (France), résidant professionnellement au 23 bis Avenue de Messine, 75008 Paris, France, avec effet au 19 Novembre 2013

Extrait des résolutions de l'assemblée générale des actionnaires prises en date du 31 Juillet 2014

A été nommé administrateur de catégorie B jusqu'à l'Assemblée Générale Ordinaire qui se tiendra en 2016:

Monsieur Seiichi Saito, né le 10/02/1964, à Chiba-ken (Japon), résidant professionnellement au 20F Kamiyacha MT Building, 4-3-20 Toranomon, Minato-ku, Tokyo 105-0001, Japan, avec effet au 1^{er} Juillet 2014

Pour extrait sincère et conforme

Pour Five Arrows Managers

Angelo LUIS

Administrateur B

Référence de publication: 2014144081/20.

(140163979) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 septembre 2014.

Otto Healthcare S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 20, avenue Monterey.
R.C.S. Luxembourg B 180.497.

—
DISSOLUTION

IN THE YEAR TWO THOUSAND AND FOURTEEN,
ON THE TWENTY-SIXTH DAY OF AUGUST.

Before Maître Cosita Delvaux, notary, residing in Redange-sur-Attert,

THERE APPEARED:

CVC European Equity V Limited, a limited company governed by the laws of Jersey and having its registered office at limited company governed by the laws of Jersey and having its registered office at 1 Waverley Place, Union Street, St. Helier, Jersey JE1 1SG, Channel Islands, registered with the Jersey Financial Services Commission under number 99031, here represented by Mr Manuel Mouget, employee, with professional address in L-2163 Luxembourg, 20, avenue Monterey,

by virtue of a proxy under private seal given on 26 August 2014.

The said proxy, initialled ne varietur by the proxyholder and the undersigned notary, will remain attached to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

Such appearing party, represented as stated above, representing the whole corporate capital, requires the notary to act the following:

1° Otto Healthcare S.à r.l., a société à responsabilité limitée, having its registered office at 20, avenue Monterey, L-2163 Luxembourg, recorded with the Luxembourg Trade and Companies' Register under number B180497, has been incorporated pursuant to a deed of Maître Cosita DELVAUX, notary residing in Redange-sur-Attert, dated September 26, 2013, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations on the 13th of November 2013, number 2847, page 136.610 (the "Company").

2° The share capital of the Company is fixed at twelve thousand five hundred Euros (EUR 12,500) divided into one million two hundred fifty thousand (1,250,000) ordinary shares with a nominal value of EUR 0.01 (one Euro cent) each.

3° CVC European Equity V Limited, prenamed, acting in its capacity as sole shareholder, hereby resolves to dissolve the Company with effect from today and to put the Company into liquidation. It resolves to appoint as liquidator Theatre Directorship Services Alpha S.à r.l., a société à responsabilité limitée, governed by the laws of Luxembourg, having its registered office at 20, avenue Monterey, L-2163 Luxembourg (Grand-Duchy of Luxembourg), registered with the Luxembourg Trade and Companies' Register under number B98454 (the "Liquidator").

4° In such capacity, Otto Healthcare S.à r.l. declares that the activity of the Company has ceased, that all the known third party debts have been paid or fully provided for, that the sole shareholder is vested with all assets and hereby declares that it will take over and assume liability for any known but unpaid and any yet unknown liabilities of the Company before any payment to itself; consequently the liquidation of the Company is deemed to have been carried out and completed;

5° All assets and liabilities, without any restriction or limitation, of the Company shall be deemed transferred at book value to the sole shareholder as of the date hereof. The transfer of all assets and liabilities of the Company will be undertaken against the cancellation of the shares held by the sole shareholder in the Company;

6° All rights and obligations of the Company vis-à-vis third parties shall be taken over by the sole shareholder;

7° The Liquidator and sole shareholder have full knowledge of the articles of incorporation and the financial situation of the Company;

8° The declarations of the liquidator have been verified, pursuant to a report that remains attached as appendix, by Mr Manuel Mouget, with professional address at 20, Avenue Monterey, L-2163 Luxembourg, acting as commissaire à la liquidation;

9° The liquidation is done and finished;

10° Full discharge is granted to the directors of the Company, the Liquidator and commissaire à la liquidation for the execution of their mandates;

11° The books and corporate documents of the Company will be maintained during the period of five (5) years at the registered office of Theatre Directorship Services Alpha S.à r.l., R.C.S. Luxembourg B98454, which is currently located at 20, avenue Monterey, L-2163 Luxembourg.

12° Power of attorney is granted to Theatre Directorship Services Alpha S.à r.l., prenamed, for:

- paying any outstanding fee and tax liability incurred by the Company;
- transferring the balance of the bank account to the Company's shareholder;

- closing the bank account(s) of the Company;
- signing and filing the final tax returns of the Company.

Costs

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever which will have to be borne by the Company as a result of the present deed are estimated at approximately EUR 1,200.-.

WHEREOF, the present deed is drawn up in Luxembourg, on the day stated at the beginning of this document.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that the present deed is worded in English followed by a French version; on request of the appearing person and in case of divergence between the English and the French texts, the English version will prevail.

The document having been read to the proxyholder of the appearing party, said person signed together with the notary the present deed.

Suit la traduction en français du texte qui précède:

L'AN DEUX MILLE QUATORZE, LE VINGT-SIX AOUT.

Par-devant Maître Cosita Delvaux, notaire de résidence à Redange-sur-Attert,

A COMPARU:

CVC European Equity V Limited, une société à responsabilité limitée régie par les lois de Jersey ayant son siège social au 1 Waverley Place, Union Street, St. Helier, Jersey JE1 1SG, Iles Anglo-Normandes et inscrite auprès du registre de Jersey sous le numéro 99031,

ici représentée par Monsieur Manuel Mouget, employé, avec adresse professionnelle à L-2163 Luxembourg, 20, avenue Monterey,

en vertu d'une procuration sous seing privé donnée le 26 août 2014.

Ladite procuration restera, après avoir été paraphée ne varietur par le mandataire et le notaire soussigné, annexée aux présentes pour être soumise avec elles à la formalité de l'enregistrement.

Laquelle partie comparante, représentée comme indiqué ci-dessus, représentant l'intégralité du capital, a requis le notaire instrumentant d'acter ce qui suit:

1° Otto Healthcare S.à r.l., une société à responsabilité limitée ayant son siège social au 20, avenue Monterey, L-2163 Luxembourg, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 180497, constituée suivant acte reçu par Maître Cosita DELVAUX, notaire résident à Redange-sur-Attert, en date du 26 septembre 2013, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 2847 du 13 novembre 2013 à la page 136.610 (la "Société").

2° Le capital social de la Société est fixé à 12.500,- EUR (douze mille cinq cents euros) représenté par 1.250.000 (un million deux cent cinquante mille) parts sociales d'une valeur nominale de 0,01 EUR (un cent d'euro) chacune.

3° Par la présente, CVC European Equity V Limited, préqualifiée, agissant en sa qualité d'associé unique prononce la dissolution de la Société avec effet immédiat et sa mise en liquidation. Elle décide de nommer Theatre Directorship Services Alpha S.à r.l., une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois ayant son siège social au 20, avenue Monterey, L-2163 Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg), enregistrée auprès du Registre de Commerce et des sociétés de Luxembourg sous le numéro B98454 (le "Liquidateur")

4° En cette qualité, Otto Healthcare S.à r.l. déclare que l'activité de la Société a cessé, que les dettes connues vis-à-vis des tiers ont été payées ou provisionnées, que l'associé unique est investi de tout l'actif et qu'il s'engage expressément à prendre à sa charge tout passif pouvant éventuellement encore exister à charge de la Société et impayé ou inconnu à ce jour avant tout paiement à sa personne; par conséquent la liquidation de la Société est à considérer comme faite et clôturée;

5° L'universalité des éléments actifs et passifs, sans aucune restriction ni limitation, du patrimoine de la Société sont considérés transférés à leur valeur comptable à l'associé unique à la date d'aujourd'hui. Le transfert de l'universalité des éléments actifs et passifs de la Société sera réalisé en contrepartie de l'annulation des parts sociales détenues par l'associé unique dans la Société;

6° Tous droits et obligations de la Société vis-à-vis des tiers seront pris en charge par l'associé unique;

7° Le Liquidateur et associé unique ont parfaitement connaissance des statuts et de la situation financière de la Société;

8° Que les déclarations du liquidateur ont fait l'objet d'une vérification, suivant rapport en annexe, conformément à la loi, par Monsieur Manuel Mouget, avec adresse professionnelle au 20, Avenue Monterey, L-2163 Luxembourg, désigné "commissaire à la liquidation";

9° Que partant la liquidation de la Société est à considérer comme faite et clôturée;

10° Décharge pleine et entière est accordée aux administrateurs, Liquidateur et commissaire à la liquidation de la Société pour l'exécution de leur mandat;

11° Les livres et documents de la Société seront conservés pendant la durée de cinq (5) ans au siège sociale de Theatre Directorship Services Alpha S.à r.l., R.C.S. Luxembourg B98454, qui est actuellement au 20, avenue Monterey, L-2163 Luxembourg.

12° Pouvoir de représentation est donné à Theatre Directorship Services Alpha S.à r.l., précité, aux fins:

- de payer tout frais restant dus et dettes d'impôts de la Société;
- de transférer le solde du/des compte(s) bancaire(s) de la Société au profit de l'actionnaire de la Société;
- de clôturer le(s) compte(s) bancaire(s) de la Société;
- de signer et déposer les déclarations fiscales de clôture de la Société.

Evaluation des frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société à raison des présentes est évalué à environ EUR 1.200,-.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, constate que le présent acte est rédigé en langue anglaise suivi d'une version française; sur demande de la partie comparante et en cas de divergences entre le texte français et le texte anglais, le texte anglais fait foi.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire de la partie comparante, celui-ci a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: M. MOUGET, C. DELVAUX.

Enregistré à Redange/Attert, le 29 août 2014. Relation: RED/2014/1911. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur ff. (signé): M. ELS.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée aux fins de dépôt au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg et aux fins de publication au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

Redange-sur-Attert, le 10 septembre 2014.

Me Cosita DELVAUX.

Référence de publication: 2014142316/135.

(140161183) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 septembre 2014.

OCM Sierra Debtco S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 26A, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 190.056.

STATUTES

In the year two thousand and fourteen, on the third of September,

Before us, Maître Jean SECKLER, notary in Junglinster, Grand Duchy of Luxembourg,

THERE APPEARED:

OCM Sierra Midco S.à r.l., a Luxembourg private limited liability company (société à responsabilité limitée), having its registered office at 26A, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, in the process of being registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies and having a share capital of EUR 12,500;

here represented by Mr Henri DA CRUZ, employee, with professional address in Junglinster, Grand Duchy of Luxembourg, by virtue of a power of attorney given under private seal;

Such power of attorney, after having been signed ne varietur by the representative of the appearing party and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed to be filed with the registration authorities.

The appearing party, represented as described above, has requested the undersigned notary, to state as follows the articles of incorporation of a private limited liability company (société à responsabilité limitée), which is hereby incorporated:

"I. Name - Registered office - Object - Duration

Art. 1. Name. There is formed a private limited liability company (société à responsabilité limitée) under the name "OCM Sierra Debtco S.à r.l." (hereafter the Company), which will be governed by the laws of Luxembourg, in particular by the law dated 10th August, 1915, on commercial companies, as amended (hereafter the Law), as well as by the present articles of association (hereafter the Articles).

Art. 2. Registered office.

2.1. The registered office of the Company is established in Luxembourg-City, Grand Duchy of Luxembourg. It may be transferred within the boundaries of the municipality by a resolution of the single manager, or as the case may be, by the board of managers of the Company. The registered office may further be transferred to any other place in the Grand

Duchy of Luxembourg by means of a resolution of the single shareholder or the general meeting of shareholders adopted in the manner required for the amendment of the Articles.

2.2. Branches, subsidiaries or other offices may be established either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by a resolution of the single manager, or as the case may be, the board of managers of the Company. Where the single manager or the board of managers of the Company determines that extraordinary political or military developments or events have occurred or are imminent and that these developments or events would interfere with the normal activities of the Company at its registered office, or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these extraordinary circumstances. Such temporary measures shall have no effect on the nationality of the Company, which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg incorporated company.

Art. 3. Object.

3.1 The object and purpose of the Company is the acquisition, and as the case may be, the disposal of, participations, in Luxembourg or abroad, in any companies or enterprises in any form whatsoever, the management of such participations and making, purchasing or investing in loans, securities, or other financial instruments or assets. The Company may in particular acquire by subscription, purchase, and exchange or in any other manner any stock, shares and other participation securities, bonds, debentures, certificates of deposit and other debt instruments and more generally any securities and financial instruments issued by any public or private entity whatsoever. It may participate in the creation, development, management and control of any company or enterprise. It may further invest in the acquisition and management of a portfolio of patents or other intellectual property rights of any nature or origin whatsoever. For the avoidance of doubt, the Company may not carry out any regulated activities of the financial sector without having obtained the required authorization.

3.2. The Company may borrow in any form except by way of public offer. It may issue, by way of private placement only, notes, bonds and debentures and any kind of debt and/or equity securities. The Company may lend funds including, without limitation, the proceeds of any borrowings and/or issues of debt or equity securities to its subsidiaries, affiliated companies and/or any other companies. The Company may also give guarantees and pledge, transfer, encumber or otherwise create and grant security over all or over some of its assets to guarantee its own obligations and undertakings and/or obligations and undertakings of any other company, and, generally, for its own benefit and/or the benefit of any other company or person.

3.3. The Company may generally employ any techniques and instruments relating to its investments for the purpose of their efficient management, including techniques and instruments designed to protect the Company against credit, currency exchange, interest rate risks and other risks.

3.4. The Company may carry out any commercial, financial or industrial operations and any transactions with respect to real estate or movable property, which directly or indirectly favour or relate to its object.

Art. 4. Duration.

4.1. The Company is formed for an unlimited period of time.

4.2 The Company shall not be dissolved by reason of the death, suspension of civil rights, incapacity, insolvency, bankruptcy or any similar event affecting one or several of the shareholders.

II. Capital - Shares

Art. 5. Capital.

5.1. The Company's corporate capital is fixed at twelve thousand five hundred euro (EUR 12,500) represented by one million two hundred and fifty thousand (1,250,000) shares in registered form with a nominal value of one euro cent (EUR 0.01) each, all subscribed and fully paid-up.

5.2. The share capital of the Company may be increased or reduced in one or several times by a resolution of the single shareholder or, as the case may be, by the general meeting of shareholders, adopted in the manner required for the amendment of the Articles.

Art. 6. Shares.

6.1. Each share entitles the holder to a fraction of the corporate assets and profits of the Company in direct proportion to the number of shares in existence.

6.2. Towards the Company, the Company's shares are indivisible, since only one owner is admitted per share. Joint co-owners have to appoint a sole person as their representative towards the Company.

6.3. Shares are freely transferable among shareholders or, if there is no more than one shareholder, to third parties.

If the Company has more than one shareholder, the transfer of shares to non-shareholders is subject to the prior approval of the general meeting of shareholders representing at least three quarters of the share capital of the Company.

A share transfer will only be binding upon the Company or third parties following a notification to, or acceptance by, the Company in accordance with article 1690 of the Civil Code.

For all other matters, reference is being made to articles 189 and 190 of the Law.

6.4. A shareholders' register will be kept at the registered office of the Company in accordance with the provisions of the Law and may be examined by each shareholder who so requests.

6.5. The Company may redeem its own shares within the limits set forth by the Law.

III. Management - Representation

Art. 7. Board of managers.

7.1. The Company is managed by a board of managers of at least two members appointed by a resolution of the single shareholder or the general meeting of shareholders which sets the term of their office. The manager(s) need not to be shareholder(s).

7.2. The managers may be dismissed at any time ad nutum (without any reason).

Art. 8. Powers of the board of managers.

8.1. All powers not expressly reserved by the Law or the present Articles to the general meeting of shareholders fall within the competence of the single manager or, if the Company is managed by more than one manager, the board of managers, which shall have all powers to carry out and approve all acts and operations consistent with the Company's object.

8.2. Special and limited powers may be delegated for determined matters to one or more agents, either shareholders or not, by the manager, or if there are more than one manager, by the board of managers of the Company or by two managers acting jointly.

Art. 9. Procedure.

9.1. The board of managers shall meet as often as the Company's interests so require or upon call of any manager at the place indicated in the convening notice.

9.2. Written notice of any meeting of the board of managers shall be given to all managers at least 24 (twenty-four) hours in advance of the date set for such meeting, except in case of emergency, in which case the nature of such circumstances shall be set forth in the convening notice of the meeting of the board of managers.

9.3. No such convening notice is required if all the members of the board of managers of the Company are present or represented at the meeting and if they state to have been duly informed, and to have had full knowledge of the agenda of the meeting. The notice may be waived by the consent in writing, whether in original, by telegram, telex, facsimile or e-mail, of each member of the board of managers of the Company.

9.4. Any manager may act at any meeting of the board of managers by appointing in writing another manager as his proxy.

9.5. The board of managers can validly deliberate and act only if a majority of its members is present or represented. Resolutions of the board of managers are validly taken by the majority of the votes cast. The resolutions of the board of managers will be recorded in minutes signed by all the managers present or represented at the meeting.

9.6. Any manager may participate in any meeting of the board of managers by telephone or video conference call or by any other similar means of communication allowing all the persons taking part in the meeting to hear and speak to each other. The participation in a meeting by these means is deemed equivalent to a participation in person at such meeting.

9.7. Circular resolutions signed by all the managers shall be valid and binding in the same manner as if passed at a meeting duly convened and held. Such signatures may appear on a single document or on multiple copies of an identical resolution and may be evidenced by letter or facsimile.

Art. 10. Representation. The Company shall be bound towards third parties in all matters by the joint signature of any two managers of the Company or, as the case may be, by the joint or single signature(s) of any persons to whom such signatory power has been validly delegated in accordance with article 8.2. of these Articles.

Art. 11. Liability of the managers. The managers assume, by reason of their mandate, no personal liability in relation to any commitment validly made by them in the name of the Company, provided such commitment is in compliance with these Articles as well as the applicable provisions of the Law.

IV. General meetings of shareholders

Art. 12. Powers and Voting rights.

12.1. The sole shareholder assumes all powers conferred by the Law to the general meeting of shareholders.

12.2. Each shareholder may participate in the collective decisions irrespective of the numbers of shares which he owns. Each shareholder has voting rights commensurate to its shareholding.

12.3. Each shareholder may appoint any person or entity as his attorney pursuant to a written proxy given by letter, telegram, telex, facsimile or e-mail, to represent him at the general meetings of shareholders.

Art. 13. Form - Quorum - Majority.

13.1. If there are not more than twenty-five shareholders, the decisions of the shareholders may be taken by circular resolution, the text of which shall be sent to all the shareholders in writing, whether in original or by telegram, telex,

facsimile or e-mail. The shareholders shall cast their vote by signing the circular resolution. The signatures of the shareholders may appear on a single document or on multiple copies of an identical resolution and may be evidenced by letter or facsimile.

13.2. Collective decisions are only validly taken insofar as they are adopted by shareholders owning more than half of the share capital.

13.3. However, resolutions to alter the Articles or to dissolve and liquidate the Company may only be adopted by the majority in number of the shareholders owning at least three quarters of the Company's share capital.

V. Annual accounts - Allocation of profits

Art. 14. Accounting Year.

14.1. The accounting year of the Company shall begin on the first of January of each year and end on the thirty-first of December.

14.2. Each year, with reference to the end of the Company's year, the board of managers must prepare the balance sheet and the profit and loss accounts of the Company as well as an inventory including an indication of the value of the Company's assets and liabilities, with an annex summarising all the Company's commitments and the debts of the managers, the statutory auditor(s) (if any) and shareholders towards the Company.

14.3. Each shareholder may inspect the above inventory and balance sheet at the Company's registered office.

Art. 15. Statutory auditor (commissaire) and independent auditor (réviseur d'entreprises agréé).

15.1. In accordance with article 200 of the Law, the Company needs only to be audited by a statutory auditor (commissaire) if it has more than twenty-five (25) shareholders. An independent auditor (réviseur d'entreprises agréé) needs to be appointed whenever the exemption provided by article 69(2) of the law of December 19, 2002 on the trade and companies register and on the accounting and financial accounts of companies, as amended, does not apply.

15.2. The shareholders appoint the statutory auditors (commissaires) and independent auditors (réviseurs d'entreprises agréés), if any, and determine their number, remuneration and the term of their office, which may not exceed six (6) years. The statutory auditors (commissaires) and independent auditors (réviseurs d'entreprises agréés) may be reappointed.

Art. 16. Allocation of Profits.

16.1. The gross profits of the Company stated in the annual accounts, after deduction of general expenses, amortisation and expenses represent the net profit. An amount equal to five per cent (5%) of the net profits of the Company is allocated to the statutory reserve, until this reserve amounts to ten per cent (10%) of the Company's nominal share capital.

16.2. The general meeting of shareholders has discretionary power to dispose of the surplus. It may in particular allocate such profit to the payment of a dividend or transfer it to the reserve or carry it forward.

16.3. Interim dividends may be distributed, at any time, under the following conditions:

(i) a statement of accounts or an inventory or report is established by the manager or the board of managers of the Company;

(ii) this statement of accounts, inventory or report shows that sufficient funds are available for distribution; it being understood that the amount to be distributed may not exceed realised profits since the end of the last financial year, increased by carried forward profits and distributable reserves but decreased by carried forward losses and sums to be allocated to the statutory reserve;

(iii) the decision to pay interim dividends is taken by the single shareholder or the general meeting of shareholders of the Company;

(iv) assurance has been obtained that the rights of the creditors of the Company are not threatened.

VI. Dissolution - Liquidation

17.1 In the event of a dissolution of the Company, the liquidation will be carried out by one or several liquidators, who do not need to be shareholders, appointed by a resolution of the single shareholder or the general meeting of shareholders which will determine their powers and remuneration. Unless otherwise provided for in the resolution of the shareholder(s) or by law, the liquidators shall be invested with the broadest powers for the realisation of the assets and payments of the liabilities of the Company.

17.2 The surplus resulting from the realisation of the assets and the payment of the liabilities of the Company shall be paid to the shareholder or, in the case of a plurality of shareholders, the shareholders in proportion to the shares held by each shareholder in the Company.

VI. General provision

18. Reference is made to the provisions of the Law for all matters for which no specific provision is made in these Articles.

Transitory provision

The first accounting year shall begin on the date of this deed and shall end on the thirty-first December 2015.

Subscription - Payment

Thereupon OCM Sierra Midco S.à r.l., prenamed and represented as stated above, declared to subscribe to one million two hundred and fifty thousand (1,250,000) shares in registered form with a nominal value of one euro cent (EUR 0.01) each, and to fully pay them up by way of a contribution in cash in the amount of twelve thousand five hundred euro (EUR 12,500).

The aggregate amount of twelve thousand and five hundred euro (EUR 12,500) is at the disposal of the Company, evidence of which has been given to the undersigned notary, who expressly acknowledges it.

Costs

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever which will have to be borne by the Company as a result of its incorporation are estimated at approximately EUR 1,100.-.

Resolutions of the sole shareholder

Immediately after the incorporation of the Company, the sole shareholder of the Company, representing the entirety of the subscribed share capital has passed the following resolutions:

1. The following persons are appointed as managers (gérants) of the Company for an indefinite period:

- Mr. Szymon DEC, company manager, born on July 3, 1978 in Lodz, Poland, residing professionally at 26A, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg;

- Mrs. Figen EREN, company manager, born on February 10, 1978 in Besancon, France, residing professionally at 26A, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg;

- Mr. Jabir CHAKIB, accountant, born on November 5, 1967 in Casablanca, Morocco, residing professionally at 26A, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg;

- Mr. Hugo NEUMAN, company manager, born on October 21, 1960 in Amsterdam, The Netherlands, residing at 16, rue J.B. Fresez, L-1724 Luxembourg;

- Ms. Katherine Margaret RALPH, company manager, born on April 19, 1978 in Colchester, United Kingdom, residing professionally at 27 Knightsbridge, London SW1X 7LY, United Kingdom;

- Mr. Christopher BOEHRINGER, company manager, born on January 1, 1971 in Forbes, Australia, residing professionally at 27 Knightsbridge, London SW1X 7LY, United Kingdom; and

- Mr. Manish DESAI, company manager, born on February 14, 1979 in Ndola, Zambia, residing professionally at 333 S. Grand Avenue, 28th Floor, Los Angeles, CA 90071, United States of America.

2. The registered office of the Company is set at 26A, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg.

Declaration

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing party, the present deed is worded in English followed by a French version and in case of divergences between the English and the French text, the English version will be prevailing.

WHEREOF, the present deed was drawn up in Junglinster, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the proxyholder, such proxyholder signed together with the notary the present deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille quatorze, le trois septembre,

Par-devant Maître Jean SECKLER, notaire de résidence à Junglinster, Grand-Duché de Luxembourg,

A COMPARU:

OCM Sierra Midco S.à r.l., une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, ayant son siège social au 26A, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, en cours d'immatriculation auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg et ayant un capital social de EUR 12.500,-;

ici représentée par Monsieur Henri DA CRUZ, employé, ayant son adresse professionnelle à Junglinster, Grand-Duché de Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé;

Laquelle procuration restera, après avoir été signées ne varietur par le mandataire de la partie comparante et le notaire instrumentant, annexée au présent acte pour les formalités de l'enregistrement.

La partie comparante, représentée comme indiqué ci-dessus, a requis le notaire instrumentant de dresser acte d'une société à responsabilité limitée dont il a arrêté les statuts comme suit:

«I. Dénomination - Siège social - Objet social - Durée»

Art. 1^{er}. Dénomination. Il est établi une société à responsabilité limitée sous la dénomination «OCM Sierra Debtco S.à r.l.» (ci-après la Société), qui sera régie par les lois du Luxembourg, en particulier par la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée (ci-après la Loi) et par les présents statuts (ci-après les Statuts).

Art. 2. Siège social.

2.1. Le siège social est établi à Luxembourg Ville, Grand-Duché de Luxembourg. Il peut être transféré dans les limites de la commune de Luxembourg par décision du gérant unique, ou, le cas échéant, par le conseil de gérance de la Société. Il peut être transféré en tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg par résolution de l'associé unique ou de l'assemblée générale des associés délibérant comme en matière de modification des Statuts.

2.2. Il peut être créé par décision du gérant unique ou, le cas échéant, du conseil de gérance, des succursales, filiales ou bureaux tant au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger. Lorsque le gérant unique ou le conseil de gérance estime que des événements extraordinaires d'ordre politique ou militaire se sont produits ou sont imminents, et que ces événements seraient de nature à compromettre l'activité normale de la Société à son siège social, ou la communication aisée entre le siège social et l'étranger, le siège social pourra être transféré provisoirement à l'étranger, jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales. Ces mesures provisoires n'aura toutefois aucun effet sur la nationalité de la Société qui, en dépit du transfert de son siège social, restera une société luxembourgeoise.

Art. 3. Objet social.

3.1 La Société a pour objet et pour but la prise de participations, et, le cas échéant, la disposition de ces participations, tant au Luxembourg qu'à l'étranger, dans toutes sociétés ou entreprises sous quelque forme que ce soit, la gestion de ces participations et l'accord de, l'achat de ou l'investissement dans des prêts, sûretés ou autres instruments financiers ou actifs. La Société pourra en particulier acquérir par souscription, achat, et échange ou de toute autre manière tous titres, actions et autres valeurs de participation, obligations, créances, certificats de dépôt et autres instruments de dette et en général toutes valeurs ou instruments financiers émis par toute entité publique ou privée. Elle pourra participer dans la création, le développement, la gestion et le contrôle de toute société ou entreprise. Elle pourra en outre investir dans l'acquisition et la gestion d'un portefeuille de brevets ou d'autres droits de propriété intellectuelle de quelque nature ou origine que ce soit. Pour éviter tout doute, la Société ne peut pas exercer d'activité régulée du secteur financier sans avoir obtenu l'autorisation requise.

3.2 La Société pourra emprunter sous quelque forme que ce soit sauf par voie d'offre publique. Elle peut procéder, uniquement par voie de placement privé, à l'émission de parts sociales et obligations et d'autres titres représentatifs d'emprunts et/ou de créances. La Société pourra prêter des fonds, en ce compris, sans limitation, ceux résultant des emprunts et/ou des émissions d'obligations ou de valeurs, à ses filiales, sociétés affiliées et/ou à toute autre société. La Société pourra aussi donner des garanties et nantir, transférer, grever, ou créer de toute autre manière et accorder des sûretés sur toutes ou partie de ses actifs afin de garantir ses propres obligations et engagements et/ou obligations et engagements de toute autre société, et, de manière générale, en sa faveur et/ou en faveur de toute autre société ou personne.

3.3 La Société peut, d'une manière générale, employer toutes techniques et instruments liés à des investissements en vue d'une gestion efficace, y compris des techniques et instruments destinés à la protéger contre les créanciers, fluctuations monétaires, fluctuations de taux d'intérêt et autres risques.

3.4 La Société pourra accomplir toutes opérations commerciales, financières ou industrielles, ainsi que toutes transactions se rapportant à la propriété immobilière ou mobilière, qui directement ou indirectement favorisent ou se rapportent à la réalisation de son objet social.

4. Durée.

4.1 La Société est constituée pour une durée illimitée.

4.2 La Société ne sera pas dissoute par suite du décès, de l'interdiction, de l'incapacité, de l'insolvabilité, de la faillite ou de tout autre événement similaire affectant un ou plusieurs associés.

II. Capital - Parts sociales

Art. 5. Capital.

5.1. Le capital social de la Société est fixé à douze mille cinq cents euros (EUR 12.500.-), représenté par un million deux cent cinquante mille (1.250.000) parts sociales sous forme nominative avec une valeur nominale d'un centime d'euro (EUR 0,01) chacune, toutes souscrites et entièrement libérées.

5.2. Le capital social de la Société pourra être augmenté ou réduit en une seule ou plusieurs fois par résolution de l'associé unique ou, le cas échéant, de l'assemblée générale des associés délibérant comme en matière de modification des Statuts.

Art. 6. Parts sociales.

6.1. Chaque part sociale donne droit à une fraction des actifs et bénéfices de la Société en proportion directe avec le nombre des parts sociales existantes.

6.2. Envers la Société, les parts sociales de la Société sont indivisibles, de sorte qu'un seul propriétaire par part sociale est admis. Les copropriétaires indivis doivent désigner une seule personne qui les représente auprès de la Société.

6.3. Les parts sociales sont librement transmissibles entre associés et, en cas d'associé unique, à des tiers.

En cas de pluralité d'associés, la cession de parts sociales à des non-associés n'est possible qu'avec l'agrément donné en assemblée générale des associés représentant au moins les trois quarts du capital social.

La cession de parts sociales n'est opposable à la Société ou aux tiers qu'après qu'elle ait été notifiée à la Société ou acceptée par elle en conformité avec les dispositions de l'article 1690 du Code Civil.

Pour toutes autres questions, il est fait référence aux dispositions des articles 189 et 190 de la Loi.

6.4. Un registre des associés sera tenu au siège social de la Société conformément aux dispositions de la Loi où il pourra être consulté par chaque associé.

6.5. La Société peut procéder au rachat de ses propres parts sociales dans les limites et aux conditions prévues par la Loi.

III. Gestion - Représentation

Art. 7. Conseil de gérance.

7.1 La Société est gérée par un conseil de gérance composé d'au moins deux membres qui seront nommés par résolution de l'associé unique ou de l'assemblée générale des associés, lequel/laquelle fixera la durée de leur mandat. Le(s) gérant(s) ne sont pas nécessairement associé(s).

7.2 Les gérants sont révocables à tout moment ad nutum.

Art. 8. Pouvoirs du conseil de gérance.

8.1. Tous les pouvoirs non expressément réservés à l'assemblée générale des associés par la Loi ou les présents Statuts seront de la compétence du gérant ou, si la Société est gérée par plus de un gérant, du conseil de gérance, qui aura tous pouvoirs pour effectuer et approuver tous actes et opérations conformes à l'objet social de la Société.

8.2. Des pouvoirs spéciaux et limités pour des tâches spécifiques peuvent être délégués à un ou plusieurs agents, associés ou non, par le gérant, ou s'il y a plus de un gérant, par le conseil de gérance de la Société ou par deux gérants agissant conjointement.

Art. 9. Procédure.

9.1. Le conseil de gérance se réunira aussi souvent que l'intérêt de la Société l'exige ou sur convocation d'un des gérants au lieu indiqué dans l'avis de convocation.

9.2. Il sera donné à tous les gérants un avis écrit de toute réunion du conseil de gérance au moins 24 (vingt-quatre) heures avant la date prévue pour la réunion, sauf en cas d'urgence, auquel cas la nature (et les motifs) de cette urgence seront mentionnés brièvement dans l'avis de convocation de la réunion du conseil de gérance.

9.3. La réunion peut être valablement tenue sans convocation préalable si tous les membres du conseil de gérance de la Société sont présents ou représentés lors de la réunion et déclarent avoir été dûment informés de la réunion et de son ordre du jour. Il peut aussi être renoncé à la convocation avec l'accord de chaque membre du conseil de gérance de la Société donné par écrit soit en original, soit par télégramme, télex, télécopie ou courrier électronique.

9.4. Tout gérant pourra se faire représenter aux réunions du conseil de gérance en désignant par écrit un autre gérant comme son mandataire.

9.5. Le conseil de gérance ne pourra délibérer et agir valablement que si la majorité de ses membres sont présents ou représentés. Les décisions du conseil de gérance ne sont prises valablement qu'à la majorité des voix. Les procès-verbaux des réunions du conseil de gérance seront signés par tous les gérants présents ou représentés à la réunion.

9.6. Tout gérant peut participer à la réunion du conseil de gérance par téléphone ou vidéo conférence ou par tout autre moyen de communication similaire, ayant pour effet que toutes les personnes participant à la réunion peuvent s'entendre et se parler. La participation à la réunion par un de ces moyens équivaut à une participation en personne à la réunion.

9.7. Les résolutions circulaires signées par tous les gérants seront considérées comme étant valablement adoptées comme si une réunion du conseil de gérance dûment convoquée avait été tenue. Les signatures des gérants peuvent être apposées sur un document unique ou sur plusieurs copies d'une résolution identique, envoyées par lettre ou télécopie.

Art. 10. Représentation. La Société sera engagée, en toutes circonstances, vis-à-vis des tiers par la signature conjointe de deux gérants de la Société, ou, le cas échéant, par la/les signature(s) individuelle ou conjointe de toutes personnes à qui de tels pouvoirs de signature ont été valablement délégués conformément à l'article 8.2. des Statuts.

Art. 11. Responsabilités des gérants. Les gérants ne contractent à raison de leur fonction aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par eux au nom de la Société, dans la mesure où ces engagements sont pris en conformité avec les Statuts et les dispositions de la Loi.

IV. Assemblée générale des associés

Art. 12. Pouvoirs - Droits de vote.

12.1. L'associé unique exerce tous les pouvoirs qui sont attribués par la Loi à l'assemblée générale des associés.

12.2. Chaque associé peut participer aux décisions collectives quel que soit le nombre de parts qui lui appartient. Chaque associé possède des droits de vote proportionnels au nombre de parts sociales détenues par lui.

12.3. Tout associé pourra se faire représenter aux assemblées générales des associés de la Société en désignant par écrit, soit par lettre, télégramme, télex, téléfax ou courrier électronique une autre personne comme mandataire.

Art. 13. Forme - Quorum - Majorité.

13.1. Lorsque le nombre d'associés n'excède pas vingt-cinq associés, les décisions des associés pourront être prises par résolution circulaire dont le texte sera envoyé à chaque associé par écrit, soit en original, soit par télégramme, télex, téléfax ou courrier électronique. Les associés exprimeront leur vote en signant la résolution circulaire. Les signatures des associés apparaîtront sur un document unique ou sur plusieurs copies d'une résolution identique, envoyées par lettre ou téléfax.

13.2. Les décisions collectives ne sont valablement prises que pour autant qu'elles soient adoptées par des associés détenant plus de la moitié du capital social.

13.3. Toutefois, les résolutions prises pour la modification des Statuts ou pour la dissolution et la liquidation de la Société seront prises à la majorité des voix des associés représentant au moins les trois quarts du capital social de la Société.

V. Comptes annuels - Affectation des bénéfices

Art. 14. Exercice social.

14.1. L'exercice social commence le premier janvier de chaque année et se termine le trente-et-un décembre.

14.2. Chaque année, à la fin de l'exercice social de la Société, le conseil de gérance, doit préparer le bilan et les comptes de profits et pertes de la Société, ainsi qu'un inventaire comprenant l'indication des valeurs actives et passives de la Société, avec une annexe résumant tous les engagements de la Société et les dettes des gérants, commissaire(s) aux comptes (si tel est le cas), et associés envers la Société.

14.3. Tout associé peut prendre connaissance de l'inventaire et du bilan au siège social de la Société.

Art. 15. Commissaire et réviseur d'entreprises agréé.

15.1. Conformément à l'article 200 de la Loi, la Société doit être auditée par un commissaire seulement lorsque le nombre d'associés excède vingt-cinq (25) associés. Un réviseur d'entreprises agréé doit être nommé dès que l'exemption prévue par l'article 69(2) de la loi du 19 décembre 2002 concernant le registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises et modifiant certaines autres dispositions légales, telle que modifiée, ne s'applique pas.

15.2. Les associés nomment les commissaires et réviseurs d'entreprises agréés, le cas échéant, et déterminent leur nombre, leur rémunération et la durée de leur mandat, lequel ne peut dépasser six (6) ans. Les commissaires et réviseurs d'entreprises agréés sont rééligibles.

Art. 16. Affectation des bénéfices.

16.1. Les profits bruts de la Société repris dans les comptes annuels, après déduction des frais généraux, amortissements et charges constituent le bénéfice net. Il sera prélevé cinq pour cent (5%) sur le bénéfice net annuel de la Société qui sera affecté à la réserve légale jusqu'à ce que cette réserve atteigne dix pour cent (10%) du capital social de la Société.

16.2. L'assemblée générale des associés décidera discrétionnairement de l'affectation du solde restant du bénéfice net annuel. Elle pourra en particulier attribuer ce bénéfice au paiement d'un dividende, l'affecter à la réserve ou le reporter.

16.3. Des dividendes intérimaires pourront être distribués à tout moment dans les conditions suivantes:

- (i) un état comptable ou un inventaire ou un rapport est dressé par le gérant ou le conseil de gérance de la Société;
- (ii) il ressort de cet état comptable, inventaire ou rapport que des fonds suffisants sont disponibles pour la distribution, étant entendu que le montant à distribuer ne peut excéder les bénéfices réalisés depuis la fin du dernier exercice social, augmenté des bénéfices reportés et des réserves distribuables mais diminué des pertes reportées et des sommes à allouer à la réserve légale;
- (iii) la décision de payer les dividendes intérimaires est prise par l'associé unique ou l'assemblée générale des associés de la Société;
- (iv) le paiement est fait dès lors qu'il est établi que les droits des créanciers de la Société ne sont pas menacés.

VI. Dissolution - Liquidation

17.1. En cas de dissolution de la Société, la liquidation sera assurée par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, nommés par résolution de l'associé unique ou de l'assemblée générale des associés qui fixera leurs pouvoirs et rémunération. Sauf disposition contraire prévue dans la résolution du (ou des) gérant(s) ou par la loi, les liquidateurs seront investis des pouvoirs les plus étendus pour la réalisation des actifs et le paiement des dettes de la Société.

17.2. Le boni de liquidation résultant de la réalisation des actifs et après paiement des dettes de la Société sera attribué à l'associé unique, ou en cas de pluralité d'associés, aux associés proportionnellement au nombre de parts sociales détenues par chacun d'eux dans la Société.

VI. Disposition générale

18. Pour tout ce qui ne fait pas l'objet d'une disposition spécifique par les présents Statuts, il est fait référence à la Loi.

Disposition transitoire

La première année sociale débutera à la date du présent acte et se terminera au trente-et-un décembre 2015.

Souscription - Libération

Ces faits exposés, OCM Sierra Midco S.à r.l., prénommée et représentée comme décrit ci-dessus, déclare souscrire à un million deux cent cinquante mille (1.250.000) parts sociales sous forme nominative avec une valeur nominale d'un centime d'euro (EUR 0,01) chacune, et les libérer intégralement par un versement en espèce d'un montant de douze mille cinq cents euros (EUR 12.500).

Le montant total de douze mille cinq cent euro (EUR 12.500) est à la disposition de la Société, comme il l'a été démontré au notaire instrumentant, qui le reconnaît expressément.

Coûts

Le comparant a évalué le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge à raison de sa constitution à environ EUR 1.100,-.

Décisions de l'associé unique

Et aussitôt, l'associé unique, représentant l'intégralité du capital social, a pris les résolutions suivantes:

1. Les personnes suivantes sont nommées comme gérants de la Société pour une durée indéterminée:

- Monsieur Szymon DEC, gérant de sociétés, né le 3 juillet 1978 à Lodz, Pologne, ayant son adresse professionnelle au 26A, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg;

- Madame Figen EREN, gérante de sociétés, née le 10 février 1978 à Besançon, France, ayant son adresse professionnelle au 26A, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg;

- Monsieur Jabir CHAKIB, comptable, né le 5 novembre 1967 à Casablanca, Maroc, ayant son adresse professionnelle au 26A, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg;

- Monsieur Hugo NEUMAN gérant de sociétés, né le 21 octobre 1960 à Amsterdam, Pays-Bas, demeurant au 16, rue J.B. Fresez, L-1724 Luxembourg;

- Madame Katherine Margaret RALPH, gérante de sociétés, née le 19 avril 1978 à Colchester, Royaume-Uni, résidant professionnellement au 27 Knightsbridge, Londres SW1X 7LY, Royaume-Uni.

- Monsieur Christopher BOEHRINGER, gérant de sociétés, né le 1^{er} janvier 1971 à Forbes, Australie, ayant son adresse professionnelle au 27 Knightsbridge, Londres SW1X 7LY, Royaume-Uni; et

- Monsieur Manish DESAI, gérant de sociétés, né le 14 février 1979 à Ndola, Zambie, ayant son adresse professionnelle au 333 S. Grand Avenue, 28th Floor, Los Angeles, CA 90071, Etats-Unis.

2. Le siège social de la Société est établi au 26A, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg.

Déclaration

Le notaire instrumentant, qui comprend et parle l'anglais, constate que sur demande de la partie comparante, le présent acte est rédigé en langue anglaise, suivi d'une version française, et en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fera foi.

Fait et passé à Junglinster, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire, ledit mandataire a signé le présent acte avec le notaire.

Signé: Henri DA CRUZ, Jean SECKLER.

Enregistré à Grevenmacher, le 09 septembre 2014. Relation GRE/2014/3513. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur ff. (signé): Claire PIERRET.

Référence de publication: 2014142318/453.

(140161230) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 septembre 2014.

Notus Investments 1 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: GBP 15.000,00.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.
R.C.S. Luxembourg B 190.065.

STATUTES

In the year two thousand and fourteen, on the fourth day of September.

Before us Maître Jean SECKLER, civil law notary residing in Junglinster, Grand Duchy of Luxembourg.

THERE APPEARED:

The special limited partnership Notus SCSp, in process of registration with the Luxembourg Trade and Companies' Register, with its registered office at L - 2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert,

here represented by Mr. Max MAYER, employee, residing professionally in Junglinster, 3, route de Luxembourg, by virtue of a proxy given under private seal.

The said proxy signed "ne varietur" by the attorney and the undersigned notary will remain attached to the present deed, in order to be recorded with it.

The appearing party, represented by Mr. Max MAYER, pre-named, requested the undersigned notary to draw up the Constitutive Deed of a private limited company ("société à responsabilité limitée"), as follows:

Art. 1. There is hereby established a private limited company ("société à responsabilité limitée"), which will be governed by the laws in force, namely the Companies' Act of August 10, 1915 as amended and by the present articles of association.

Art. 2. The company's name is "Notus Investments 1 S.à r.l.".

Art. 3. The purpose of the company is the acquisition, the management, the enhancement and the disposal of participations in whichever form in domestic and foreign companies. The company may also contract loans and grant all kinds of support, loans, advances and guarantees to companies, in which it has a direct or indirect participation or which are members of the same group.

It may open branches in Luxembourg and abroad.

Furthermore, the company may acquire and dispose of all other securities by way of subscription, purchase, exchange, sale or otherwise.

It may also acquire, enhance and dispose of patents and licenses, as well as rights deriving therefrom or supplementing them.

In addition, the company may acquire, manage, enhance and dispose of real estate located in Luxembourg or abroad.

In general, the company may carry out all commercial, industrial and financial operations, whether in the area of securities or of real estate, likely to enhance or to supplement the above-mentioned purposes.

Art. 4. The registered office of the company is established in the city of Luxembourg.

The address of the registered office may be transferred within the city by simple decision of the manager or in case of plurality of managers, by a decision of the board of managers.

The registered office may be transferred to any other place in the Grand-Duchy of Luxembourg by means of a resolution of an extraordinary general meeting of shareholders deliberating in the manner provided for the amendments of the articles of association.

If extraordinary events of a political or economic nature which might jeopardize the normal activity at the registered office or the easy communication of this registered office with foreign countries occur or are imminent, the registered office may be transferred abroad provisionally until the complete cessation of these abnormal circumstances. Such decision will have no effect on the company's nationality. The declaration of the transfer of the registered office will be made and brought to the attention of third parties by the organ of the company which is best situated for this purpose under the given circumstances.

Art. 5. The company is established for an unlimited duration.

Art. 6. The corporate capital is set at fifteen thousand pounds sterling (GBP 15,000), represented by:

(i) one thousand five hundred (1,500) class A shares in registered form, having a nominal value of one pound sterling (GBP 1) each (the Class A Shares);

(ii) one thousand five hundred (1,500) class B shares in registered form, having a nominal value of one pound sterling (GBP 1) each (the Class B Shares);

(iii) one thousand five hundred (1,500) class C shares in registered form, having a nominal value of one pound sterling (GBP 1) each (the Class C Shares);

(iv) one thousand five hundred (1,500) class D shares in registered form, having a nominal value of one pound sterling (GBP 1) each (the Class D Shares);

(v) one thousand five hundred (1,500) class E shares in registered form, having a nominal value of one pound sterling (GBP 1) each (the Class E Shares);

(vi) one thousand five hundred pounds sterling (1,500) class F shares in registered form, having a nominal value of one pound sterling (GBP 1) each (the Class F Shares);

(vii) one thousand five hundred (1,500) class G shares in registered form, having a nominal value of one pound sterling (GBP 1) each (the Class G Shares);

(viii) one thousand five hundred (1,500) class H shares in registered form, having a nominal value of one pound sterling (GBP 1) each (the Class H Shares);

(ix) one thousand five hundred (1,500) class I shares in registered form, having a nominal value of one pound sterling (GBP 1) each (the Class I Shares); and

(x) one thousand five hundred] (1,500) class J shares in registered form, having a nominal value of one pound sterling (GBP 1) each (the Class J Shares).

The Class A Shares, Class B Shares, Class C Shares, Class D Shares, Class E Shares, Class F Shares, Class G Shares, Class H Shares, Class I Shares and Class J Shares shall together be referred to as the Shares, each being a Share.

The share capital may be increased or reduced once or more by a resolution of the general shareholders' meeting, acting in accordance with the conditions prescribed for the amendment of the articles of association.

The share capital of the company may be reduced through the cancellation of Shares including by the cancellation of one or more entire classes of Shares through the repurchase and cancellation of all the Shares in issue in such class(es). In the case of repurchases and cancellations of classes of Shares, such cancellations and repurchases of Shares shall be made in the reverse alphabetical order (starting with the Class J Shares).

In the event of a reduction of the share capital through the repurchase and cancellation of a class of Shares (in the order provided in the paragraph above), an amount equal to the Total Cancellation Amount with regard to such class of Shares shall be payable by the company to the holders of such Shares, in accordance with the provisions of Article 19.

"Total Cancellation Amount" shall mean an amount determined by the board of managers on the basis of the relevant Interim Accounts and shall in no event exceed the Available Amount. The Total Cancellation Amount for each class of Shares shall be the Available Amount at the time of the cancellation of the relevant class of Shares, unless otherwise resolved by the general meeting of shareholders in the manner provided for in an amendment of the articles of association.

"Available Amount" shall mean the total amount attributable to the relevant class of Shares, reflecting (i) net profits of the company (including carried forward profits), plus (ii) any freely distributable reserves (including, for the avoidance of doubt, the share premium reserve), minus (i) any losses (including carried forward losses), and minus (ii) any sums to be placed into reserve(s) pursuant to the requirements of applicable law or of the articles of association or in the reasonable opinion of the board of managers set aside to cover running costs of the company, each time as set out in the relevant Interim Accounts (without, for the avoidance of doubt, any double counting).

"Interim Accounts" shall mean the interim accounts of the company as at the date no earlier than eight (8) days before the date of the repurchase and cancellation of the relevant class of Shares (Interim Accounts Date)

When and as long as all the Shares are held by one person, the articles 200-1 and 200-2 among others of the amended law concerning trade companies are applicable, i.e. any decision of the single shareholder as well as any contract between the latter and the company must be recorded in writing and the provisions regarding the general shareholders' meeting are not applicable.

Art. 7. The Shares are indivisible with respect to the company, which recognizes only one owner per Share. If a Share is owned by several persons, the company is entitled to suspend the related rights until one person has been designated as being with respect to the company the owner of the Share. The same applies in case of a conflict between the usufructuary and the bare owner or a debtor whose debt is encumbered by a pledge and his creditor. Nevertheless, the voting rights attached to the Shares encumbered by usufruct are exercised by the usufructuary only.

Art. 8. The transfer of Shares inter vivos to other shareholders is free and the transfer of Shares inter vivos to third parties is conditional upon the approval of the general shareholders' meeting representing at least three quarter of the corporate capital.

The transfer of Shares mortis causa to other shareholders or to third parties is conditional upon the approval of the general shareholders' meeting representing at least three quarter of the corporate capital belonging to the survivors.

This approval is not required when the Shares are transferred to heirs entitled to a compulsory portion or to the surviving spouse.

If the transfer is not approved in either case, the remaining shareholders have a preemption right proportional to their participation in the remaining corporate capital.

Each unexercised preemption right inures proportionally to the benefit of the other shareholders for a duration of three months after the refusal of approval. If the preemption right is not exercised, the initial transfer offer is automatically approved.

Art. 9. Apart from its capital contribution, each shareholder may with the previous approval of the other shareholders make cash advances to the company through the current account. The advances will be recorded on a specific current account between the shareholder who has made the cash advance and the company. They will bear interest at a rate fixed by the general shareholders' meeting with a two third majority. These interests are recorded as general expenses.

The cash advances granted by a shareholder in the form determined by this article shall not be considered as an additional contribution and the shareholder will be recognized as a creditor of the company with respect to the advance and interests accrued thereon.

Art. 10. The death, the declaration of minority, the bankruptcy or the insolvency of a shareholder will not put an end to the company. In case of the death of a shareholder, the company will survive between his legal heirs and the remaining shareholders.

Art. 11. The creditors, assigns and heirs of the shareholders may neither, for whatever reason, affix seals on the assets and the documents of the company nor interfere in any manner in the management of the company. They have to refer to the company's inventories.

Art. 12. The company is managed and administered by one or more managers, whether shareholders or third parties. If several managers have been appointed, they will constitute a board of managers, composed of manager(s) of the category A and manager(s) of the category B.

The mandate of manager is entrusted to him/them until his dismissal ad nutum by the general shareholders' meeting deliberating with a majority of votes.

In case of a single manager, the single manager exercises the powers devolving on the board of managers, and the company shall be validly bound towards third parties in all matters by the sole signature of the manager.

In case of plurality of managers, the company shall be validly bound towards third parties in all matters by the joint signatures of a manager of the category A together with a manager of the category B.

The board of managers can deliberate or act validly only if a majority of the managers is present or represented at a meeting of the board of managers. Decisions shall be taken by a majority vote of the managers present or represented at such meeting. Meetings of the board of managers may also be held by phone conference or video conference or by any other telecommunication means, allowing all persons participating at such meeting to hear one another. The participation in a meeting by these means is equivalent to a participation in person at such meeting.

The board of managers may, unanimously, pass resolutions by circular means expressing its approval in writing, by cable, telegram, telex or facsimile, or any other similar means of communication, to be confirmed in writing. The entirety will form the minutes giving evidence of the passing of the resolution.

The manager(s) has (have) the broadest power to deal with the company's transactions and to represent the company in and out of court.

The manager, or in case of plurality of managers, the board of managers, may appoint attorneys of the company, who are entitled to bind the company by their sole or joint signatures, but only within the limits to be determined by the power of attorney.

Art. 13. No manager enters into a personal obligation because of his function and with respect to commitments regularly contracted in the name of the company; as an agent, he is liable only for the performance of his mandate.

Art. 14. The collective resolutions are validly taken only if they are adopted by shareholders representing more than half of the corporate capital. Nevertheless, decisions amending the articles of association can be taken only by the majority of the shareholders representing three quarter of the corporate capital.

Interim dividends may be distributed at any time under the following conditions:

- (i) the board of managers must draw up interim accounts;
- (ii) the interim accounts must show that sufficient profits and other reserves (including share premium) are available for distribution; it being understood that the amount to be distributed may not exceed the profits made since the end of the last financial year for which the annual accounts have been approved, if any, increased by profits carried forward and distributable reserves, and reduced by losses carried forward and sums to be allocated to the legal reserve;
- (iii) within two (2) months of the date of the interim accounts, the board of managers must resolve to distribute the interim dividends;
- (iv) taking into account the assets of the company, the rights of the company's creditors must not be threatened by the distribution of an interim dividend; and
- (v) taking into account the provisions of Article 19.

If the interim dividends paid exceed the distributable profits at the end of the financial year, the board of managers has the right to claim the reimbursement of dividends not corresponding to profits actually earned and the shareholders must immediately refund the excess to the company if so required by the board of managers.

The share premium account may be distributed to the shareholders upon decision of a general meeting of shareholders in accordance with the provisions of Article 19.

The distributions (including, but not limited to, dividends and share premium distributions) declared, may be paid in any currency selected by the board of managers and may be paid at such places and times as may be determined by the board of managers. The board of managers may make a final determination of the rate of exchange applicable to translate distribution funds into the currency of their payment. A distribution declared but not paid on a Share during five years cannot thereafter be claimed by the holder of such Share, shall be forfeited by the holder of such Share, and shall revert to the company. No interest will be paid on distributions declared and unclaimed which are held by the company on behalf of holders of Shares.

Art. 15. The company's financial year runs from the first of January to the thirty first of December of each year.

Art. 16. Each year, as of the thirty first day of December, the management will draw up the annual accounts and will submit them to the shareholders.

Art. 17. Each shareholder may inspect the annual accounts at the registered office of the company during the fifteen days preceding their approval.

Art. 18. The company may be supervised by one or several supervisory auditors, who need not be shareholders of the company. They will be appointed by the general meeting of shareholders which will fix their number and their remuneration, as well as the term of their office, which must not exceed six years.

In case the number of shareholders exceeds twenty five (25), the supervision of the company must be entrusted to one or more supervisory auditor(s).

Whenever required by law or if the general meeting of shareholders so decides, the company is supervised by one or several approved statutory auditors in lieu of the supervisory auditor(s).

The approved statutory auditors are appointed, pursuant to the related legal provisions, either by the general meeting of shareholders or by the board of managers.

The approved statutory auditors shall fulfil all the duties set forth by the related law.

The supervisory auditors and the approved statutory auditors may be reappointed.

Art. 19. Any distribution amount payable on any class of Shares, unless specifically declared as payable, shall accrue and accumulate and shall be paid by the company upon redemption of such class of Shares in accordance with Article 6.

Without derogating from the aforementioned, the company shall only make distributions following repayment in full of all outstanding shareholder loans, except with the prior written consent of the shareholders to whom such shareholder loans are outstanding.

Art. 20. The credit balance of the profit and loss account, after deduction of the general expenses, the social charges, the amortizations and the provisions represents the net profit of the company.

Each year five percent (5 %) of the net profit will be deducted and appropriated to the legal reserve. These deductions and appropriations will cease to be compulsory when the reserve amounts to ten percent (10 %) of the corporate capital, but they will be resumed until the complete reconstitution of the reserve, if at a given moment and for whatever reasons the latter has been touched.

The general meeting of shareholders shall determine the allocation of the balance of the annual net profits. It may decide on the payment of a dividend, to transfer the balance to a reserve account, or to carry it forward in accordance with the applicable legal provisions.

In the event where the general meeting of shareholders decides to make a distribution to the shareholders, such distribution shall be made in accordance with Article 19, and allocated to a class of Shares always in accordance with the following:

(i) An amount equal to nought point one zero per cent (0.10%) of the nominal value of each Class A Share shall be allocated to all Class A Shares; then

(ii) Subject to (x) below, an amount equal to nought point one five per cent (0.15%) of the nominal value of each Class B Share shall be allocated to all Class B Shares; then

(iii) Subject to (x) below, an amount equal to nought point two zero per cent (0.20%) of the nominal value of each Class C Share shall be allocated to all Class C Shares; then

(iv) Subject to (x) below, an amount equal to nought point two five per cent (0.25%) of the nominal value of each Class D Share shall be allocated to all Class D Shares; then

(v) Subject to (x) below, an amount equal to nought point three zero per cent (0.30%) of the nominal value of each Class E Share shall be allocated to of all Class E Shares; then

(vi) Subject to (x) below, an amount equal to nought point three five per cent (0.35%) of the nominal value of each Class F Share shall be allocated to all Class F Shares; then

(vii) Subject to (x) below, an amount equal to nought point four per cent (0.4%) of the nominal value of each Class G Share shall be allocated to all Class G Shares; then

(viii) Subject to (x) below, an amount equal to nought point four five per cent (0.45%) of the nominal value of each Class H Share shall be allocated to all Class H Shares; then

(ix) Subject to (x) below, an amount equal to nought point five zero per cent (0.50%) of the nominal value of each Class I Share shall be allocated to all Class I Shares; then

(x) the balance of the total distributed amount shall be allocated in its entirety to the last class of Shares in reverse alphabetical order (i.e. first the Class J Shares, then, if no Class J Shares are in existence, the Class I Shares, and in such continuation until only Class A Shares are in existence).

Art. 21. In the event of the dissolution of the company for whatever reason, the liquidation will be carried out by the management or any other person appointed by the shareholders.

After payment of all debts and any charges against the company and of the expenses of the liquidation, the net liquidation proceeds shall be distributed to the shareholders with and so as to achieve on an aggregate basis the same economic result as the distribution rules set forth in Article 19.

Art. 22. With respect to all matters not provided for by these articles of association, the shareholders refer to the legal provisions in force.

Art. 23. Any litigation, which will occur during the liquidation of the company, either between the shareholders themselves or between the manager(s) and the company, will be settled, insofar as the company's business is concerned, by arbitration in compliance with the civil procedure.

Transitory dispositions

The first fiscal year will begin now and will end on December 31, 2014.

Subscription and payment

The articles of association having thus been established, the appearing party, duly represented, declares to subscribe all the one thousand five hundred (1,500) Class A Shares, one thousand five hundred (1,500) Class B Shares, one thousand five hundred (1,500) Class C Shares, one thousand five hundred (1,500) Class D Shares, one thousand five hundred (1,500) Class E Shares, one thousand five hundred (1,500) Class F Shares, one thousand five hundred (1,500) Class G Shares, one thousand five hundred (1,500) Class H Shares, one thousand five hundred (1,500) Class I Shares, one thousand five hundred (1,500) Class J Shares having a nominal value of one pound sterling (GBP 1) each and agrees to pay them in full by a contribution in cash in an amount of fifteen thousand pounds sterling (GBP 15,000).

The amount of fifteen thousand pounds sterling (GBP 15,000) is now at the free disposal of the company, evidence hereof having been given to the undersigned notary.

Expenses

The amount of costs, expenses, salaries or charges, in whatever form it may be, incurred or charged to the company as a result of its formation, is approximately valued at EUR 1,300.-.

The corporate capital is valued at EUR 18,796.30.-.

Resolutions of the sole shareholder

Immediately after the incorporation of the company, the sole shareholder representing the entire corporate capital has taken the following resolutions:

First resolution

The following persons are appointed as manager of the category A and managers of the category B of the company for an unlimited duration:

Manager of the category A:

- Mr. Elliot GREENBERG, company director, born in New York (United States of America), on January 19, 1959, residing professionally in the United States of America, 10019 NY, New York, 40, West 57th Street.

Managers of the category B:

- Mr. Jérôme DEVILLET, company director, born in Arlon (Belgium), on May 21, 1986, residing professionally at L-2453 Luxembourg, 6, Rue Eugène Ruppert.

- Mr. Pierre CLAUDEL, company director, born in Schiltigheim (France), on May 23, 1978, residing professionally at L-2453 Luxembourg, 6, Rue Eugène Ruppert

Second resolution

The registered office of the company is established at L-2453 Luxembourg, 6, Rue Eugène Ruppert.

Power

The above appearing party hereby gives power to any agent and / or employee of the office of the signing notary, acting individually to proceed with the registration, listing, deletion, publication or any other useful or necessary operations following this deed.

The above appearing party hereby gives further power to any agent and / or employee of the office of the signing notary, acting individually, to draw, correct and sign any error, lapse or typo to this deed.

Declaration

The undersigned notary who knows English and French, states herewith that on request of the appearing party, the present incorporation deed is worded in English, followed by a French version; on request of the same appearing party and in case of divergences between the English and the French text, the English version will prevail.

WHEREOF the present notarial deed was drawn up at Junglinster, on the day mentioned at the beginning of this document.

The document having been read to the attorney, known to the notary by his name, first name, civil status and residence, he signed together with the notary the present deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille quatorze, le quatre septembre.

Par-devant Maître Jean SECKLER, notaire de résidence à Junglinster, Grand-Duché de Luxembourg, soussigné.

A COMPARU:

La société en commandite spéciale Notus SCSp., en cours d'enregistrement auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, avec siège au L-2354 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert,

ici représentée par Monsieur Max MAYER, employé, ayant son domicile professionnel demeurant à Junglinster, 3, route de Luxembourg, en vertu d'une procuration sous seing privé.

La prédite procuration, signée "ne varietur" par le mandataire et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte avec lequel elle sera enregistrée.

La comparante, représentée par Monsieur Max MAYER, pré-nommé, a requis le notaire instrumentaire de documenter comme suit les statuts d'une société à responsabilité limitée qu'elle constitue par la présente:

Art. 1^{er}. Il est formé par les présentes une société à responsabilité limitée qui sera régie par les lois en vigueur et notamment par celle modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, ainsi que par les présents statuts.

Art. 2. La société prend la dénomination de "Notus Investments 1 S.à r.l."

Art. 3. La société a pour objet l'acquisition, la gestion, la mise en valeur et l'aliénation de participations, de quelque manière que ce soit, dans d'autres sociétés luxembourgeoises et étrangères. Elle peut aussi contracter des emprunts et accorder aux sociétés, dans lesquelles elle a une participation directe ou indirecte ou qui sont membres du même groupe, toutes sortes d'aides, de prêts, d'avances et de garanties.

Elle peut créer des succursales au Luxembourg et à l'étranger.

Par ailleurs, la société peut acquérir et aliéner toutes autres valeurs mobilières par souscription, achat, échange, vente ou autrement.

Elle peut également acquérir, mettre en valeur et aliéner des brevets et licences, ainsi que des droits en dérivant ou les complétant.

De plus, la société a pour objet l'acquisition, la gestion, la mise en valeur et l'aliénation d'immeubles situés tant au Luxembourg qu'à l'étranger.

D'une façon générale, la société peut faire toutes opérations commerciales, industrielles et financières, de nature mobilière et immobilière, susceptibles de favoriser ou de compléter les objets ci-avant mentionnés.

Art. 4. Le siège social est établi à Luxembourg-ville.

L'adresse du siège social peut être transférée à l'intérieur de la ville par simple décision du gérant ou, en cas de pluralité de gérants, du conseil de gérance.

Le siège social peut être transféré en tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg par une délibération de l'assemblée générale extraordinaire des associés délibérant comme en matière de modification des statuts.

Dans le cas où des événements extraordinaires d'ordre politique ou économique de nature à compromettre l'activité normale au siège social ou la communication aisée de ce siège avec l'étranger se produiraient ou seraient imminents, le siège social pourra être transféré provisoirement à l'étranger jusqu'à cessation complète des circonstances anormales. Une telle décision n'aura aucun effet sur la nationalité de la société. La déclaration de transfert de siège sera faite et portée à la connaissance des tiers par l'organe de la société qui se trouvera le mieux placé à cet effet dans les circonstances données.

Art. 5. La société est constituée pour une durée indéterminée.

Art. 6. Le capital social est fixé à quinze mille livres sterling (GBP 15.000), représenté par:

(i) mille cinq cents (1.500) parts sociales de classe A sous forme nominative, ayant une valeur nominale d'une livre sterling (GBP 1) chacune (les Parts Sociales de Classe A);

(ii) mille cinq cents (1.500) parts sociales de classe B sous forme nominative, ayant une valeur nominale d'une livre sterling (GBP 1) chacune (les Parts Sociales de Classe B);

(iii) mille cinq cents (1.500) parts sociales de classe C sous forme nominative, ayant une valeur nominale d'une livre sterling (GBP 1) chacune (les Parts Sociales de Classe C);

(iv) mille cinq cents (1.500) parts sociales de classe D sous forme nominative, ayant une valeur nominale d'une livre sterling (GBP 1) chacune (les Parts Sociales de Classe D);

(v) mille cinq cents (1.500) parts sociales de classe E sous forme nominative, ayant une valeur nominale d'une livre sterling (GBP 1) chacune (les Parts Sociales de Classe E);

(vi) mille cinq cents (1.500) parts sociales de classe F sous forme nominative, ayant une valeur nominale d'une livre sterling (GBP 1) (les Parts Sociales de Classe F);

(vii) mille cinq cents (1.500) parts sociales de classe G sous forme nominative, ayant une valeur nominale d'une livre sterling (GBP 1) chacune (les Parts Sociales de Classe G);

(viii) mille cinq cents (1.500) parts sociales de classe H sous forme nominative, ayant une valeur nominale d'une livre sterling (GBP 1) chacune (les Parts Sociales de Classe H);

(ix) mille cinq cents (1.500) parts sociales de classe I sous forme nominative, ayant une valeur nominale d'une livre sterling (GBP 1) chacune (les Parts Sociales de Classe I); et

(x) mille cinq cents (1.500) parts sociales de classe J sous forme nominative, ayant une valeur nominale d'une livre sterling (GBP 1) chacune (les Parts Sociales de Classe J).

Les Parts Sociales de Classe A, les Parts Sociales de Classe B, les Parts Sociales de Classe C, les Parts Sociales de Classe D, les Parts Sociales de Classe E, les Parts Sociales de Classe F, les Parts Sociales de Classe G, les Parts Sociales de Classe H, les Parts Sociales de Classe I et les Parts Sociales de Classe J sont collectivement désignées les Parts Sociales, chacune une Part Sociale.

Le capital social peut être augmenté ou réduit à une ou plusieurs reprises par une résolution des associés, adoptée selon les modalités requises pour la modification des statuts de la société.

Le capital social peut être réduit par l'annulation de Parts Sociales y compris par l'annulation d'une ou de plusieurs classes entières de Parts Sociales par le rachat et l'annulation de toutes les Parts Sociales émises dans cette classe ou ces classes. En cas de rachats et annulations de classes de Parts Sociales, ces rachats et annulations de Parts Sociales seront effectués dans l'ordre alphabétique inversé (en commençant par les Parts Sociales de Classe J).

En cas de réduction du capital social par le rachat et l'annulation d'une classe de Parts Sociales (dans l'ordre prévu au paragraphe précédent), les détenteurs des Parts Sociales de la classe de Parts Sociales rachetée et annulée recevront de la société un montant égal au Montant Total d'Annulation pour les Parts Sociales de la classe concernée dans le respect de l'article 19.

Le «Montant Total d'Annulation» sera un montant déterminé par le conseil de gérance sur base des Comptes Intérimaires concernés et ne dépassant pas le Montant Disponible. Le Montant Total d'Annulation pour chacune des classes de Parts Sociales sera le Montant Disponible de la classe concernée au moment de l'annulation de la classe de Parts Sociales en question sauf si l'assemblée générale des associés en a décidé autrement selon les modalités requises pour la modification des statuts de la société.

Le «Montant Disponible» sera le montant total attribuable à la classe de Parts Sociales pertinente et reflétant (i) les bénéfices disponibles de la société (incluant les bénéfices reportés), augmenté par (ii) les réserves librement distribuables (incluant, afin d'éviter tout doute, la réserve de prime d'émission) et diminué par (i) toutes pertes (avec les pertes reportées) et (ii) toutes sommes à verser aux réserves exigées par la loi ou les statuts de la société ou selon l'opinion raisonnable du conseil de gérance pour couvrir les frais de fonctionnement de la société, chaque fois tel que déterminé dans les Comptes Intérimaires (en tout état de cause sans double comptabilisation).

Les «Comptes Intérimaires» désignent les comptes intérimaires de la société à une date pas de plus récente que (8) jours avant la date du rachat et de l'annulation de la catégorie de Parts Sociales concernée (la «Date des Comptes Intérimaires»).

Lorsque, et aussi longtemps qu'un associé réunit toutes les Parts Sociales entre ses seules mains, les articles 200-1 et 200-2, entre autres, de la loi modifiée sur les sociétés commerciales sont d'application, c'est-à-dire chaque décision de l'associé unique ainsi que chaque contrat entre celui-ci et la société doivent être établis par écrit et les clauses concernant les assemblées générales des associés ne sont pas applicables.

Art. 7. Les Parts Sociales sont indivisibles à l'égard de la société, qui ne reconnaît qu'un seul propriétaire pour chacune d'elles. S'il y a plusieurs propriétaires d'une Part Sociale, la société a le droit de suspendre l'exercice des droits afférents, jusqu'à ce qu'une seule personne soit désignée comme étant à son égard, propriétaire de la Part Sociale. Il en sera de même en cas de conflit opposant l'usufruitier et le nu-propriétaire ou un débiteur et un créancier-gagiste.

Toutefois, les droits de vote attachés aux Parts Sociales grevées d'usufruit sont exercés par le seul usufruitier.

Art. 8. Les cessions de Parts Sociales entre vifs à des associés sont libres et les cessions de Parts Sociales entre vifs à des non-associés sont subordonnées à l'agrément donné en assemblée générale des associés représentant les trois quarts au moins du capital social.

Les cessions de Parts Sociales à cause de mort à des associés et à des non-associés sont subordonnées à l'agrément donné en assemblée générale des associés représentant les trois quarts au moins du capital social appartenant aux survivants.

Cet agrément n'est pas requis lorsque les Parts Sociales sont transmises à des héritiers réservataires, soit au conjoint survivant.

En cas de refus d'agrément dans l'une ou l'autre des hypothèses, les associés restants possèdent un droit de préemption proportionnel à leur participation dans le capital social restant.

Le droit de préemption non exercé par un ou plusieurs associés échoit proportionnellement aux autres associés. Il doit être exercé dans un délai de trois mois après le refus d'agrément. Le non-exercice du droit de préemption entraîne de plein droit agrément de la proposition de cession initiale.

Art. 9. A côté de son apport, chaque associé pourra, avec l'accord préalable des autres associés, faire des avances en compte-courant de la société. Ces avances seront comptabilisées sur un compte-courant spécial entre l'associé, qui a fait l'avance, et la société. Elles porteront intérêt à un taux fixé par l'assemblée générale des associés à une majorité des deux tiers. Ces intérêts seront comptabilisés comme frais généraux.

Les avances accordées par un associé dans la forme déterminée par cet article ne sont pas à considérer comme un apport supplémentaire et l'associé sera reconnu comme créancier de la société en ce qui concerne ce montant et les intérêts.

Art. 10. Le décès, l'interdiction, la faillite ou la déconfiture d'un des associés ne mettent pas fin à la société. En cas de décès d'un associé, la société sera continuée entre les associés survivants et les héritiers légaux.

Art. 11. Les créanciers, ayants droit ou héritiers des associés ne pourront pour quelque motif que ce soit, apposer des scellés sur les biens et documents de la société, ni s'immiscer en aucune manière dans les actes de son administration. Ils doivent pour l'exercice de leurs droits s'en rapporter aux inventaires sociaux.

Art. 12. La société est gérée et administrée par un ou plusieurs gérants, associés ou non. Si plusieurs gérants sont nommés, ils constitueront un conseil de gérance, composés de gérant(s) de catégorie A et de gérant(s) de catégorie B.

Le mandat de gérant lui/leur est confié jusqu'à révocation ad nutum par l'assemblée des associés délibérant à la majorité des voix.

En cas de gérant unique, le gérant unique exercera les pouvoirs dévolus au conseil de gérance, et la société sera valablement engagée envers les tiers en toutes circonstances par la seule signature du gérant.

En cas de pluralité de gérants, la société sera valablement engagée envers les tiers en toutes circonstances par la signature conjointe d'un gérant de catégorie A ensemble avec un gérant de catégorie B.

Le conseil de gérance ne pourra délibérer et/ou agir valablement que si la majorité au moins des gérants est présente ou représentée à une réunion du conseil de gérance. Les décisions sont prises à la majorité des voix des gérants présents ou représentés. Le conseil de gérance peut également être réuni par conférence téléphonique, par vidéo conférence ou par tout autre moyen de communication, permettant à tous les participants de s'entendre mutuellement. La participation à une réunion tenue dans ces conditions est équivalente à la présence physique à cette réunion.

Le conseil de gérance peut, à l'unanimité, adopter des résolutions par voie circulaire en donnant son accord par écrit, par câble, télégramme, télex, télécopie ou par tout autre moyen de communication similaire, à confirmer par écrit. L'ensemble de ces documents constituera le procès-verbal justifiant de l'adoption de la résolution.

Le ou les gérants ont les pouvoirs les plus étendus pour accomplir les affaires de la société et pour représenter la société judiciairement et extrajudiciairement.

Le gérant ou, en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance, peut nommer des fondés de pouvoir de la société, qui peuvent engager la société par leurs signatures individuelles ou conjointes, mais seulement dans les limites à déterminer dans la procuration.

Art. 13. Tout gérant ne contracte, à raison de sa fonction aucune obligation personnelle quant aux engagements régulièrement pris par lui au nom de la société; simple mandataire, il n'est responsable que de l'exécution de son mandat.

Art. 14. Les décisions collectives ne sont valablement prises que pour autant qu'elles soient adoptées par les associés représentant plus de la moitié du capital social. Toutefois, les décisions ayant pour objet une modification des statuts ne pourront être prises qu'à la majorité des associés représentant les trois quarts du capital social.

Des dividendes intérimaires peuvent être distribués à tout moment dans les conditions suivantes:

(i) des comptes intérimaires sont établis par le conseil de gérance;

(ii) ces comptes intérimaires doivent montrer que suffisamment de bénéfices et autres réserves (y compris la prime d'émission) sont disponibles pour une distribution, étant entendu que le montant à distribuer ne peut excéder le montant des bénéfices réalisés depuis la fin du dernier exercice social dont les comptes annuels ont été approuvés, le cas échéant, augmenté des bénéfices reportés et des réserves distribuables, et réduit par les pertes reportées et les sommes à affecter à la réserve légale;

(iii) la décision de distribuer les dividendes intérimaires doit être prise par le conseil de gérance dans les deux (2) mois suivant la date des comptes intérimaires;

(iv) compte tenu des actifs de la société, les droits des créanciers de la société ne doivent pas être menacés par la distribution d'un dividende intérimaire; et

(v) compte tenu des dispositions de l'Article 19.

Si les dividendes intérimaires qui ont été distribués excèdent les bénéfices distribuables à la fin de l'exercice social, le conseil de gérance a le droit de réclamer le remboursement des dividendes ne correspondant pas à des bénéfices réellement réalisés et les associés sont immédiatement tenus de rembourser l'excédent à la société à la demande du conseil de gérance.

Le compte de prime d'émission peut être distribué aux associés sur décision d'une assemblée générale des associés conformément aux dispositions de l'Article 19.

Les distributions (en ce compris, sans s'y limiter, les dividendes et les distributions de prime d'émission) déclarées, peuvent être payées dans la devise choisie par le conseil de gérance et payées aux moments et lieux que le conseil de gérance peut déterminer. Le conseil de gérance peut définir le taux de change final applicable à la conversion des fonds à distribuer dans la devise de leur paiement. Une distribution déclarée mais non payée sur une Part Sociale pendant cinq ans ne pourra plus être réclamée après par le détenteur de cette Part Sociale, sera abandonnée par le détenteur de ladite Part Sociale et reviendra à la société. Aucun intérêt ne sera payé sur les distributions déclarées et non réclamées détenues par la société pour le compte de détenteurs de Parts Sociales.

Art. 15. L'exercice social court du premier janvier au trente et un décembre de chaque année.

Art. 16. Chaque année, au trente et un décembre, la gérance établira les comptes annuels et les soumettra aux associés.

Art. 17. Tout associé peut prendre au siège social de la société communication des comptes annuels pendant les quinze jours qui précéderont son approbation.

Art. 18. La société peut être surveillée par un ou plusieurs commissaires, lesquels ne seront pas nécessairement associés de la société. Ils seront nommés par l'assemblée générale, qui fixera leur nombre et leur rémunération, ainsi que la durée de leur mandat, qui ne peut excéder six ans.

Si le nombre des associés dépasse vingt-cinq (25), la surveillance de la société doit être confiée à un ou plusieurs commissaire(s).

Chaque fois que la loi le requiert ou si l'assemblée générale le souhaite, la société est contrôlée par un ou plusieurs réviseurs d'entreprises agréés à la place du (des) commissaire(s).

Les réviseurs d'entreprises agréés sont nommés, selon les stipulations légales afférentes, soit par l'assemblée générale, soit par le conseil de gérance.

Les réviseurs d'entreprises agréés remplissent toutes les tâches prévues par la loi afférente.

Les commissaires et les réviseurs d'entreprises agréés peuvent être réélus.

Art. 19. Tout montant de distribution payable sur toute classe de Parts Sociales, sauf si spécifiquement déclaré comme payable, coure et s'accumule et est payé par la société lors du rachat de cette classe de Parts Sociales en conformité avec l'Article 6.

Sous réserve du paragraphe précédent, la société n'effectuera des distributions qu'après remboursement complet de tous les prêts d'associé, sauf accord écrit préalable de l'associé ou les associés ayant conclu le prêt avec la société.

Art. 20. L'excédent favorable du compte de profits et pertes, après déduction des frais généraux, charges sociales, amortissements et provisions, constitue le bénéfice net de la société.

Chaque année, cinq pour cent (5 %) du bénéfice net seront prélevés et affectés à la réserve légale. Ces prélèvements et affectations cesseront d'être obligatoires lorsque la réserve aura atteint un dixième du capital social, mais devront être repris jusqu'à entière reconstitution, si à un moment donné et pour quelque cause que ce soit, le fonds de réserve se trouve entamé. L'assemblée générale des associés décide de l'affectation du solde des bénéfices nets annuels. Ils peuvent allouer ce bénéfice au paiement d'un dividende, l'affecter à un compte de réserve ou le reporter en respectant les dispositions légales applicables.

Si l'assemblée générale des associés décide d'effectuer une distribution aux associés, ces distributions seront effectuées dans le respect de l'article 19 et toujours affectées à chaque classe de Parts Sociales conformément à ce qui suit:

(i) Un montant équivalent à zéro virgule dix pourcent (0,10%) de la valeur nominale de chaque Part Sociale de Classe A est affecté à part égale aux détenteurs de toutes les Parts Sociales de Classe A; puis

(ii) Sous réserve de (x) ci-dessous, un montant équivalent à zéro virgule quinze pourcent (0,15%) de la valeur nominale de chaque Part Sociale de Classe B est affecté à part égale aux détenteurs de toutes les Parts Sociales de Classe B; puis

(iii) Sous réserve de (x) ci-dessous, un montant équivalent à zéro virgule vingt pourcent (0,20%) de la valeur nominale de chaque Part Sociale de Classe C est affecté à part égale aux détenteurs de toutes les Parts Sociales de Classe C; puis

(iv) Sous réserve de (x) ci-dessous, un montant équivalent à zéro virgule vingt-cinq pourcent (0,25%) de la valeur nominale de chaque Part Sociale de Classe D est affecté à part égale aux détenteurs de toutes les Parts Sociales de Classe D; puis

(v) Sous réserve de (x) ci-dessous, un montant équivalent à zéro virgule trente pourcent (0,30%) de la valeur nominale de chaque Part Sociale de Classe E est affecté à part égale aux détenteurs de toutes les Parts Sociales de Classe E; puis

(vi) Sous réserve de (x) ci-dessous, un montant équivalent à zéro virgule trente-cinq pourcent (0,35%) de la valeur nominale de chaque Part Sociale de Classe F est affecté à part égale aux détenteurs de toutes les Parts Sociales de Classe F; puis

(vii) Sous réserve de (x) ci-dessous, un montant équivalent à zéro virgule quarante pourcent (0,40%) de la valeur nominale de chaque Part Sociale de Classe G est affecté à part égale aux détenteurs de toutes les Parts Sociales de Classe G; puis (viii) Sous réserve de (x) ci-dessous, un montant équivalent à zéro virgule quarante-cinq pourcent (0,45%) de la valeur nominale de chaque Part Sociale de Classe H est affecté à part égale aux détenteurs de toutes les Parts Sociales de Classe H; puis

(ix) Sous réserve de (x) ci-dessous, un montant équivalent à zéro virgule cinquante pourcent (0,50%) de la valeur nominale de chaque Part Sociale de Classe I est affecté à part égale aux détenteurs de toutes les Parts Sociales de Classe I; puis

(x) le solde du montant total distribué sera affecté dans sa totalité aux détenteurs de la dernière classe de Parts Sociales en ordre alphabétique inversé (i.e. en premier les Parts Sociales de Classe J, puis, si aucune des Parts Sociales de Classe J n'existe, les Parts Sociales de Classe I, et ainsi de suite jusqu'à ce que seules des Parts Sociales de Classe A n'existent).

Art. 21. En cas de dissolution de la société pour quelque raison que ce soit, la liquidation sera faite par la gérance ou par toute personne désignée par les associés.

Après paiement de toutes les dettes et charges de la société et des frais de liquidation, le boni de liquidation est distribué aux associés de manière à atteindre sur une base globale le même résultat économique que les règles de distribution définies dans l'Article 19.

Art. 22. Pour tout ce qui n'est pas prévu par les présents statuts, les associés s'en réfèrent aux dispositions légales en vigueur.

Art. 23. Tous les litiges, qui naîtront pendant la liquidation de la société, soit entre les associés eux-mêmes, soit entre le ou les gérants et la société, seront réglés, dans la mesure où il s'agit d'affaires de la société, par arbitrage conformément à la procédure civile.

Disposition transitoire

Le premier exercice commencera aujourd'hui et se terminera le 31 décembre 2014.

Souscription et paiement

Les statuts de la société ayant été ainsi arrêtés, la comparante, dûment représentée, déclare souscrire à mille cinq cents (1.500) parts sociales de classe A, mille cinq cents (1.500) parts sociales de classe B, mille cinq cents (1.500) parts sociales de classe C, mille cinq cents (1.500) parts sociales de classe D, mille cinq cents (1.500) parts sociales de classe E, mille cinq cents (1.500) parts sociales de classe F, mille cinq cents (1.500) parts sociales de classe G, mille cinq cents (1.500) parts sociales de classe H, mille cinq cents (1.500) parts sociales de classe I, mille cinq cents (1.500) parts sociales de classe J, d'une valeur nominale d'une livre sterling (GBP 1) chacune et accepte de les libérer intégralement par un apport en numéraire de quinze mille livres sterling (GBP 15.000).

Le montant de quinze mille livres sterling (GBP 15.000) est dès à présent à disposition de la société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire instrumentant.

Frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge à raison de sa constitution s'élèvent approximativement à la somme de 1.300,- EUR.

Le capital social est évalué à 18.796,30- EUR

Résolutions de l'associée unique

Immédiatement après la constitution de la société, l'associée unique, représentant l'intégralité du capital social, a pris les résolutions suivantes:

Première résolution

Les personnes suivantes sont nommées gérant de catégorie A et gérants de catégorie B pour une durée indéterminée:

Gérant de catégorie A:

- Monsieur Elliot GREENBERG, administrateur de sociétés, né à New York (Etats-Unis d'Amérique), le 19 janvier 1959, demeurant professionnellement aux Etats-Unis d'Amérique, 10019 NY, New York, 40, West 57th Street.

Gérants de catégorie B:

- Monsieur Jérôme DEVILLET, administrateur de sociétés, né à Arlon (Belgique), le 21 mai 1986, demeurant professionnellement à L-2453 Luxembourg, 6, Rue Eugène Ruppert.
- Monsieur Pierre CLAUDEL, administrateur de sociétés, né à Schiltigheim (France), le 23 mai 1978, demeurant professionnellement à L-2453 Luxembourg, 6, Rue Eugène Ruppert.

Deuxième résolution

Le siège social est établi à L-2453 Luxembourg, 6, Rue Eugène Ruppert.

Pouvoirs

La comparante donne par la présente pouvoir à tout clerc et/ou employé de l'étude du notaire soussigné, agissant individuellement, pour rédiger, corriger et signer toute erreur ou omission ou toute faute(s) de frappe(s) au présent acte.

La comparante donne encore pouvoir à tout clerc et/ou employé de l'étude du notaire soussigné, agissant individuellement, afin de procéder à l'enregistrement, l'immatriculation, la radiation, la publication ou toutes autres opérations utiles ou nécessaires dans la suite du présent acte.

Déclaration

Le notaire soussigné qui comprend l'anglais et le français, déclare par la présente, qu'à la demande de la comparante, le présent document est rédigé en anglais suivi d'une traduction française; à la demande de la même comparante et en cas de divergence entre les deux textes, le texte anglais l'emportera.

DONT ACTE, fait et passé à Junglinster, à la date pré-mentionnée.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire, connu au notaire par son nom, prénom, état civil et domicile, il a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: Max MAYER, Jean SECKLER.

Enregistré à Grevenmacher, le 10 septembre 2014. Relation GRE/2014/3548. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur ff. (signé): Claire PIERRET.

Référence de publication: 2014142305/572.

(140161456) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 septembre 2014.

Notus Investments 2 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: GBP 15.000,00.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 190.070.

STATUTES

In the year two thousand and fourteen, on the fourth day of September.

Before us Maître Jean SECKLER, civil law notary, residing in Junglinster, Grand Duchy of Luxembourg.

THERE APPEARED:

The private limited company Notus Investments 1 S.à r.l. (société à responsabilité limitée), in process of registration with the Luxembourg Trade and Companies' Register (RCS Luxembourg), with its registered office at L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert and with a share capital of fifteen thousand pounds sterling (GBP 15,000),

here represented by Mr. Max MAYER, employee, residing professionally in Junglinster, 3, route de Luxembourg, by virtue of a proxy given under private seal.

The said proxy signed "ne varietur" by the attorney and the undersigned notary will remain attached to the present deed, in order to be recorded with it.

The appearing party, represented by Mr. Max MAYER, pre-named, requested the undersigned notary to draw up the Constitutive Deed of a private limited company ("société à responsabilité limitée"), as follows:

Art. 1. There is hereby established a private limited company ("société à responsabilité limitée"), which will be governed by the laws in force, namely the Companies' Act of August 10, 1915 as amended and by the present articles of association.

Art. 2. The company's name is "Notus Investments 2 S.à r.l."

Art. 3. The purpose of the company is the acquisition, the management, the enhancement and the disposal of participations in whichever form in domestic and foreign companies. The company may also contract loans and grant all kinds of support, loans, advances and guarantees to companies, in which it has a direct or indirect participation or which are members of the same group.

It may open branches in Luxembourg and abroad.

Furthermore, the company may acquire and dispose of all other securities by way of subscription, purchase, exchange, sale or otherwise.

It may also acquire, enhance and dispose of patents and licenses, as well as rights deriving therefrom or supplementing them.

In addition, the company may acquire, manage, enhance and dispose of real estate located in Luxembourg or abroad.

In general, the company may carry out all commercial, industrial and financial operations, whether in the area of securities or of real estate, likely to enhance or to supplement the above-mentioned purposes.

Art. 4. The registered office of the company is established in the city of Luxembourg.

The address of the registered office may be transferred within the city by simple decision of the manager or in case of plurality of managers, by a decision of the board of managers.

The registered office may be transferred to any other place in the Grand-Duchy of Luxembourg by means of a resolution of an extraordinary general meeting of shareholders deliberating in the manner provided for the amendments of the articles of association.

If extraordinary events of a political or economic nature which might jeopardize the normal activity at the registered office or the easy communication of this registered office with foreign countries occur or are imminent, the registered office may be transferred abroad provisionally until the complete cessation of these abnormal circumstances. Such decision will have no effect on the company's nationality. The declaration of the transfer of the registered office will be made and brought to the attention of third parties by the organ of the company which is best situated for this purpose under the given circumstances.

Art. 5. The company is established for an unlimited duration.

Art. 6. The corporate capital is set at fifteen thousand pounds sterling (GBP 15,000) represented by fifteen thousand (15,000) shares of one pound sterling (GPD 1.-) each (the Shares, and individually, a Share).

When and as long as all the Shares are held by one person, the articles 200-1 and 200-2 among others of the amended law concerning trade companies are applicable, i.e. any decision of the single shareholder as well as any contract between the latter and the company must be recorded in writing and the provisions regarding the general shareholders' meeting are not applicable.

The company may acquire its own Shares provided that they be cancelled and the capital reduced proportionally.

Art. 7. The Shares are indivisible with respect to the company, which recognizes only one owner per share. If a Share is owned by several persons, the company is entitled to suspend the related rights until one person has been designated as being with respect to the company the owner of the share. The same applies in case of a conflict between the usufructuary and the bare owner or a debtor whose debt is encumbered by a pledge and his creditor. Nevertheless, the voting rights attached to the Shares encumbered by usufruct are exercised by the usufructuary only.

Art. 8. The transfer of Shares inter vivos to other shareholders is free and the transfer of Shares inter vivos to third parties is conditional upon the approval of the general shareholders' meeting representing at least three quarter of the corporate capital.

The transfer of Shares mortis causa to other shareholders or to third parties is conditional upon the approval of the general shareholders' meeting representing at least three quarter of the corporate capital belonging to the survivors.

This approval is not required when the Shares are transferred to heirs entitled to a compulsory portion or to the surviving spouse.

If the transfer is not approved in either case, the remaining shareholders have a preemption right proportional to their participation in the remaining corporate capital.

Each unexercised preemption right inures proportionally to the benefit of the other shareholders for a duration of three months after the refusal of approval. If the preemption right is not exercised, the initial transfer offer is automatically approved.

Art. 9. Apart from its capital contribution, each shareholder may with the previous approval of the other shareholders make cash advances to the company through the current account. The advances will be recorded on a specific current account between the shareholder who has made the cash advance and the company. They will bear interest at a rate fixed by the general shareholders' meeting with a two third majority. These interests are recorded as general expenses.

The cash advances granted by a shareholder in the form determined by this article shall not be considered as an additional contribution and the shareholder will be recognized as a creditor of the company with respect to the advance and interests accrued thereon.

Art. 10. The death, the declaration of minority, the bankruptcy or the insolvency of a shareholder will not put an end to the company. In case of the death of a shareholder, the company will survive between his legal heirs and the remaining shareholders.

Art. 11. The creditors, assigns and heirs of the shareholders may neither, for whatever reason, affix seals on the assets and the documents of the company nor interfere in any manner in the management of the company. They have to refer to the company's inventories.

Art. 12. The company is managed and administered by one or more managers, whether shareholders or third parties. If several managers have been appointed, they will constitute a board of managers, composed of manager(s) of the category A and manager(s) of the category B.

The mandate of manager is entrusted to him/them until his dismissal ad nutum by the general shareholders' meeting deliberating with a majority of votes.

In case of a single manager, the single manager exercises the powers devolving on the board of managers, and the company shall be validly bound towards third parties in all matters by the sole signature of the manager.

In case of plurality of managers, the company shall be validly bound towards third parties in all matters by the joint signatures of a manager of the category A together with a manager of the category B.

The board of managers can deliberate or act validly only if a majority of the managers is present or represented at a meeting of the board of managers. Decisions shall be taken by a majority vote of the managers present or represented at such meeting. Meetings of the board of managers may also be held by phone conference or video conference or by any other telecommunication means, allowing all persons participating at such meeting to hear one another. The participation in a meeting by these means is equivalent to a participation in person at such meeting.

The board of managers may, unanimously, pass resolutions by circular means expressing its approval in writing, by cable, telegram, telex or facsimile, or any other similar means of communication, to be confirmed in writing. The entirety will form the minutes giving evidence of the passing of the resolution.

The manager(s) has (have) the broadest power to deal with the company's transactions and to represent the company in and out of court.

The manager, or in case of plurality of managers, the board of managers, may appoint attorneys of the company, who are entitled to bind the company by their sole or joint signatures, but only within the limits to be determined by the power of attorney.

Art. 13. No manager enters into a personal obligation because of his function and with respect to commitments regularly contracted in the name of the company; as an agent, he is liable only for the performance of his mandate.

Art. 14. The collective resolutions are validly taken only if they are adopted by shareholders representing more than half of the corporate capital. Nevertheless, decisions amending the articles of association can be taken only by the majority of the shareholders representing three quarter of the corporate capital.

Interim dividends may be distributed at any time under the following conditions:

- (i) the board of managers must draw up interim accounts;
- (ii) the interim accounts must show that sufficient profits and other reserves (including share premium) are available for distribution; it being understood that the amount to be distributed may not exceed the profits made since the end of the last financial year for which the annual accounts have been approved, if any, increased by profits carried forward and distributable reserves, and reduced by losses carried forward and sums to be allocated to the legal reserve;
- (iii) within two (2) months of the date of the interim accounts, the board of managers must resolve to distribute the interim dividends; and
- (iv) taking into account the assets of the company, the rights of the company's creditors must not be threatened by the distribution of an interim dividend.

If the interim dividends paid exceed the distributable profits at the end of the financial year, the board of managers has the right to claim the reimbursement of dividends not corresponding to profits actually earned and the shareholders must immediately refund the excess to the company if so required by the board of managers.

The share premium account may be distributed to the shareholders upon decision of a general meeting of shareholders.

The distributions (including, but not limited to, dividends and share premium distributions) declared, may be paid in any currency selected by the board of managers and may be paid at such places and times as may be determined by the board of managers. The board of managers may make a final determination of the rate of exchange applicable to translate distribution funds into the currency of their payment. A distribution declared but not paid on a Share during five years cannot thereafter be claimed by the holder of such Share, shall be forfeited by the holder of such Share, and shall revert to the company. No interest will be paid on distributions declared and unclaimed which are held by the company on behalf of holders of Shares.

Art. 15. The company's financial year runs from the first of January to the thirty first of December of each year.

Art. 16. Each year, as of the thirty first day of December, the management will draw up the annual accounts and will submit them to the shareholders.

Art. 17. Each shareholder may inspect the annual accounts at the registered office of the company during the fifteen days preceding their approval.

Art. 18. The company may be supervised by one or several supervisory auditors, who need not be shareholders of the company. They will be appointed by the general meeting of shareholders which will fix their number and their remuneration, as well as the term of their office, which must not exceed six years.

In case the number of shareholders exceeds twenty five (25), the supervision of the company must be entrusted to one or more supervisory auditor(s).

Whenever required by law or if the general meeting of shareholders so decides, the company is supervised by one or several approved statutory auditors in lieu of the supervisory auditor(s).

The approved statutory auditors are appointed, pursuant to the related legal provisions, either by the general meeting of shareholders or by the board of managers.

The approved statutory auditors shall fulfil all the duties set forth by the related law.

The supervisory auditors and the approved statutory auditors may be reappointed.

Art. 19. The credit balance of the profit and loss account, after deduction of the general expenses, the social charges, the amortizations and the provisions represents the net profit of the company.

Each year five percent (5 %) of the net profit will be deducted and appropriated to the legal reserve. These deductions and appropriations will cease to be compulsory when the reserve amounts to ten percent (10 %) of the corporate capital, but they will be resumed until the complete reconstitution of the reserve, if at a given moment and for whatever reasons the latter has been touched.

The general meeting of shareholders shall determine the allocation of the balance of the annual net profits. It may decide on the payment of a dividend, to transfer the balance to a reserve account, or to carry it forward in accordance with the applicable legal provisions.

Art. 20. In the event of the dissolution of the company for whatever reason, the liquidation will be carried out by the management or any other person appointed by the shareholders.

When the company's liquidation is closed, the company's assets will be distributed to the shareholders proportionally to the Shares they are holding.

Losses, if any, are apportioned similarly, provided nevertheless that no shareholder shall be forced to make payments exceeding his contribution.

Art. 21. With respect to all matters not provided for by these articles of association, the shareholders refer to the legal provisions in force.

Art. 22. Any litigation, which will occur during the liquidation of the company, either between the shareholders themselves or between the manager(s) and the company, will be settled, insofar as the company's business is concerned, by arbitration in compliance with the civil procedure.

Transitory dispositions

The first fiscal year will begin now and will end on December 31, 2014.

Subscription and payment

The articles of association having thus been established, the appearing party, duly represented, declares to subscribe all the fifteen thousand (15,000) Shares of one pound sterling (GBP 1.-) each.

All the fifteen thousand (15,000) Shares have been paid up in cash to the extent of one hundred percent (100%) so that the amount of fifteen thousand pounds sterling (GBP 15,000.-) is now at the free disposal of the company, evidence hereof having been given to the undersigned notary.

Expenses

The amount of costs, expenses, salaries or charges, in whatever form it may be, incurred or charged to the company as a result of its formation, is approximately valued at EUR 1,250.-.

The corporate capital is valued at EUR 18,796.30.-.

Resolutions of the sole shareholder

Immediately after the incorporation of the company, the sole shareholder representing the entire corporate capital has taken the following resolutions:

First resolution

The following persons are appointed as manager of the category A and managers of the category B of the company for an unlimited duration:

Manager of the category A:

- Mr. Elliot GREENBERG, company director, born in New York (United States of America), on January 19, 1959, residing professionally in the United States of America, 10019 NY, New York, 40, West 57th Street,.

Managers of the category B:

- Mr. Jérôme DEVILLET, company director, born in Arlon (Belgium), on May 21, 1986, residing professionally at L-2453 Luxembourg, 6, Rue Eugène Ruppert.

- Mr. Pierre CLAUDEL, company director, born in Schiltigheim (France), on May 23, 1978, residing professionally at L-2453 Luxembourg, 6, Rue Eugène Ruppert

Second resolution

The registered office of the company is established at L-2453 Luxembourg, 6, Rue Eugène Ruppert.

Power

The above appearing party hereby gives power to any agent and / or employee of the office of the signing notary, acting individually to proceed with the registration, listing, deletion, publication or any other useful or necessary operations following this deed.

The above appearing party hereby gives further power to any agent and / or employee of the office of the signing notary, acting individually, to draw, correct and sign any error, lapse or typo to this deed.

Declaration

The undersigned notary who knows English and French, states herewith that on request of the appearing party, the present incorporation deed is worded in English, followed by a French version; on request of the same appearing party and in case of divergences between the English and the French text, the English version will prevail.

WHEREOF, the present notarial deed was drawn up at Junglinster, on the day mentioned at the beginning of this document.

The document having been read to the attorney, known to the notary by his name, first name, civil status and residence, he signed together with the notary the present deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille quatorze, le quatre septembre.

Par-devant Maître Jean SECKLER, notaire de résidence à Junglinster, Grand-Duché de Luxembourg, soussigné.

A COMPARU:

La société à responsabilité limitée Notus Investments 1 S.à r.l. (société à responsabilité limitée), en cours d'enregistrement auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, avec siège au L-2354 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert et ayant un capital social égal à quinze mille livres sterling (GBP 15.000),

ici représentée par Monsieur Max MAYER, employé, ayant son domicile professionnel demeurant à Junglinster, 3, route de Luxembourg, en vertu d'une procuration sous seing privé.

La prédite procuration, signée "ne varietur" par le mandataire et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte avec lequel elle sera enregistrée.

La comparante, représentée par Monsieur Max MAYER, pré-nommé, a requis le notaire instrumentaire de documenter comme suit les statuts d'une société à responsabilité limitée qu'elle constitue par la présente:

Art. 1^{er}. Il est formé par les présentes une société à responsabilité limitée qui sera régie par les lois en vigueur et notamment par celle modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, ainsi que par les présents statuts.

Art. 2. La société prend la dénomination de "Notus Investments 2 S.à r.l.".

Art. 3. La société a pour objet l'acquisition, la gestion, la mise en valeur et l'aliénation de participations, de quelque manière que ce soit, dans d'autres sociétés luxembourgeoises et étrangères. Elle peut aussi contracter des emprunts et accorder aux sociétés, dans lesquelles elle a une participation directe ou indirecte ou qui sont membres du même groupe, toutes sortes d'aides, de prêts, d'avances et de garanties.

Elle peut créer des succursales au Luxembourg et à l'étranger.

Par ailleurs, la société peut acquérir et aliéner toutes autres valeurs mobilières par souscription, achat, échange, vente ou autrement.

Elle peut également acquérir, mettre en valeur et aliéner des brevets et licences, ainsi que des droits en dérivant ou les complétant.

De plus, la société a pour objet l'acquisition, la gestion, la mise en valeur et l'aliénation d'immeubles situés tant au Luxembourg qu'à l'étranger.

D'une façon générale, la société peut faire toutes opérations commerciales, industrielles et financières, de nature mobilière et immobilière, susceptibles de favoriser ou de compléter les objets ci-avant mentionnés.

Art. 4. Le siège social est établi à Luxembourg-ville.

L'adresse du siège social peut être transférée à l'intérieur de la ville par simple décision du gérant ou, en cas de pluralité de gérants, du conseil de gérance.

Le siège social peut être transféré en tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg par une délibération de l'assemblée générale extraordinaire des associés délibérant comme en matière de modification des statuts.

Dans le cas où des événements extraordinaires d'ordre politique ou économique de nature à compromettre l'activité normale au siège social ou la communication aisée de ce siège avec l'étranger se produiraient ou seraient imminents, le siège social pourra être transféré provisoirement à l'étranger jusqu'à cessation complète des circonstances anormales. Une telle décision n'aura aucun effet sur la nationalité de la société. La déclaration de transfert de siège sera faite et portée à la connaissance des tiers par l'organe de la société qui se trouvera le mieux placé à cet effet dans les circonstances données.

Art. 5. La société est constituée pour une durée indéterminée.

Art. 6. Le capital social est fixé à quinze mille livres sterling (GBP 15.000), représenté par quinze mille (15.000) parts sociales d'une livre sterling (GBP 1) chacune (les Parts Sociales, et individuellement, une Part Sociale).

Lorsque, et aussi longtemps qu'un associé réunit toutes les Parts Sociales entre ses seules mains, les articles 200-1 et 200-2, entre autres, de la loi modifiée sur les sociétés commerciales sont d'application, c'est-à-dire chaque décision de l'associé unique ainsi que chaque contrat entre celui-ci et la société doivent être établis par écrit et les clauses concernant les assemblées générales des associés ne sont pas applicables.

La société peut acquérir ses propres Parts Sociales à condition qu'elles soient annulées et le capital réduit proportionnellement.

Art. 7. Les Parts Sociales sont indivisibles à l'égard de la société, qui ne reconnaît qu'un seul propriétaire pour chacune d'elles. S'il y a plusieurs propriétaires d'une Part Sociale, la société a le droit de suspendre l'exercice des droits afférents, jusqu'à ce qu'une seule personne soit désignée comme étant à son égard, propriétaire de la part sociale. Il en sera de même en cas de conflit opposant l'usufruitier et le nu-propriétaire ou un débiteur et un créancier-gagiste.

Toutefois, les droits de vote attachés aux parts sociales grevées d'usufruit sont exercés par le seul usufruitier.

Art. 8. Les cessions de Parts Sociales entre vifs à des associés sont libres et les cessions de Parts Sociales entre vifs à des non-associés sont subordonnées à l'agrément donné en assemblée générale des associés représentant les trois quarts au moins du capital social.

Les cessions de Parts Sociales à cause de mort à des associés et à des non-associés sont subordonnées à l'agrément donné en assemblée générale des associés représentant les trois quarts au moins du capital social appartenant aux survivants.

Cet agrément n'est pas requis lorsque les Parts Sociales sont transmises à des héritiers réservataires, soit au conjoint survivant.

En cas de refus d'agrément dans l'une ou l'autre des hypothèses, les associés restants possèdent un droit de préemption proportionnel à leur participation dans le capital social restant.

Le droit de préemption non exercé par un ou plusieurs associés échoit proportionnellement aux autres associés. Il doit être exercé dans un délai de trois mois après le refus d'agrément. Le non-exercice du droit de préemption entraîne de plein droit agrément de la proposition de cession initiale.

Art. 9. A côté de son apport, chaque associé pourra, avec l'accord préalable des autres associés, faire des avances en compte-courant de la société. Ces avances seront comptabilisées sur un compte-courant spécial entre l'associé, qui a fait l'avance, et la société. Elles porteront intérêt à un taux fixé par l'assemblée générale des associés à une majorité des deux tiers. Ces intérêts seront comptabilisés comme frais généraux.

Les avances accordées par un associé dans la forme déterminée par cet article ne sont pas à considérer comme un apport supplémentaire et l'associé sera reconnu comme créancier de la société en ce qui concerne ce montant et les intérêts.

Art. 10. Le décès, l'interdiction, la faillite ou la déconfiture d'un des associés ne mettent pas fin à la société. En cas de décès d'un associé, la société sera continuée entre les associés survivants et les héritiers légaux.

Art. 11. Les créanciers, ayants droit ou héritiers des associés ne pourront pour quelque motif que ce soit, apposer des scellés sur les biens et documents de la société, ni s'immiscer en aucune manière dans les actes de son administration. Ils doivent pour l'exercice de leurs droits s'en rapporter aux inventaires sociaux.

Art. 12. La société est gérée et administrée par un ou plusieurs gérants, associés ou non. Si plusieurs gérants sont nommés, ils constitueront un conseil de gérance, composés de gérant(s) de catégorie A et de gérant(s) de catégorie B.

Le mandat de gérant lui/leur est confié jusqu'à révocation ad nutum par l'assemblée des associés délibérant à la majorité des voix.

En cas de gérant unique, le gérant unique exercera les pouvoirs dévolus au conseil de gérance, et la société sera valablement engagée envers les tiers en toutes circonstances par la seule signature du gérant.

En cas de pluralité de gérants, la société sera valablement engagée envers les tiers en toutes circonstances par la signature conjointe d'un gérant de catégorie A ensemble avec un gérant de catégorie B.

Le conseil de gérance ne pourra délibérer et/ou agir valablement que si la majorité au moins des gérants est présente ou représentée à une réunion du conseil de gérance. Les décisions sont prises à la majorité des voix des gérants présents ou représentés. Le conseil de gérance peut également être réuni par conférence téléphonique, par vidéo conférence ou par tout autre moyen de communication, permettant à tous les participants de s'entendre mutuellement. La participation à une réunion tenue dans ces conditions est équivalente à la présence physique à cette réunion.

Le conseil de gérance peut, à l'unanimité, adopter des résolutions par voie circulaire en donnant son accord par écrit, par câble, télégramme, télex, télécopie ou par tout autre moyen de communication similaire, à confirmer par écrit. L'ensemble de ces documents constituera le procès-verbal justifiant de l'adoption de la résolution.

Le ou les gérants ont les pouvoirs les plus étendus pour accomplir les affaires de la société et pour représenter la société judiciairement et extrajudiciairement.

Le gérant ou, en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance, peut nommer des fondés de pouvoir de la société, qui peuvent engager la société par leurs signatures individuelles ou conjointes, mais seulement dans les limites à déterminer dans la procuration.

Art. 13. Tout gérant ne contracte, à raison de sa fonction aucune obligation personnelle quant aux engagements régulièrement pris par lui au nom de la société; simple mandataire, il n'est responsable que de l'exécution de son mandat.

Art. 14. Les décisions collectives ne sont valablement prises que pour autant qu'elles soient adoptées par les associés représentant plus de la moitié du capital social. Toutefois, les décisions ayant pour objet une modification des statuts ne pourront être prises qu'à la majorité des associés représentant les trois quarts du capital social.

Des dividendes intérimaires peuvent être distribués à tout moment dans les conditions suivantes:

(i) des comptes intérimaires sont établis par le conseil de gérance;

(ii) ces comptes intérimaires doivent montrer que suffisamment de bénéfices et autres réserves (y compris la prime d'émission) sont disponibles pour une distribution, étant entendu que le montant à distribuer ne peut excéder le montant des bénéfices réalisés depuis la fin du dernier exercice social dont les comptes annuels ont été approuvés, le cas échéant, augmenté des bénéfices reportés et des réserves distribuables, et réduit par les pertes reportées et les sommes à affecter à la réserve légale;

(iii) la décision de distribuer les dividendes intérimaires doit être prise par le conseil de gérance dans les deux (2) mois suivant la date des comptes intérimaires; et

(iv) compte tenu des actifs de la société, les droits des créanciers de la société ne doivent pas être menacés par la distribution d'un dividende intermédiaire.

Si les dividendes intérimaires qui ont été distribués excèdent les bénéfices distribuables à la fin de l'exercice social, le conseil de gérance a le droit de réclamer le remboursement des dividendes ne correspondant pas à des bénéfices réellement réalisés et les associés sont immédiatement tenus de rembourser l'excédent à la société à la demande du conseil de gérance.

Le compte de prime d'émission peut être distribué aux associés sur décision d'une assemblée générale des associés.

Les distributions (en ce compris, sans s'y limiter, les dividendes et les distributions de prime d'émission) déclarées, peuvent être payées dans la devise choisie par le conseil de gérance et payées aux moments et lieux que le conseil de gérance peut déterminer. Le conseil de gérance peut définir le taux de change final applicable à la conversion des fonds à distribuer dans la devise de leur paiement. Une distribution déclarée mais non payée sur une Part Sociale pendant cinq ans ne pourra plus être réclamée après par le détenteur de cette Part Sociale, sera abandonnée par le détenteur de ladite Part Sociale et reviendra à la société. Aucun intérêt ne sera payé sur les distributions déclarées et non réclamées détenues par la société pour le compte de détenteurs de Parts Sociales.

Art. 15. L'exercice social court du premier janvier au trente et un décembre de chaque année.

Art. 16. Chaque année, au trente et un décembre, la gérance établira les comptes annuels et les soumettra aux associés.

Art. 17. Tout associé peut prendre au siège social de la société communication des comptes annuels pendant les quinze jours qui précéderont son approbation.

Art. 18. La société peut être surveillée par un ou plusieurs commissaires, lesquels ne seront pas nécessairement associés de la société. Ils seront nommés par l'assemblée générale, qui fixera leur nombre et leur rémunération, ainsi que la durée de leur mandat, qui ne peut excéder six ans.

Si le nombre des associés dépasse vingt-cinq (25), la surveillance de la société doit être confiée à un ou plusieurs commissaire(s).

Chaque fois que la loi le requiert ou si l'assemblée générale le souhaite, la société est contrôlée par un ou plusieurs réviseurs d'entreprises agréés à la place du (des) commissaire(s).

Les réviseurs d'entreprises agréés sont nommés, selon les stipulations légales afférentes, soit par l'assemblée générale, soit par le conseil de gérance.

Les réviseurs d'entreprises agréées remplissent toutes les tâches prévues par la loi afférente.

Les commissaires et les réviseurs d'entreprises agréés peuvent être réélus.

Art. 19. L'excédent favorable du compte de profits et pertes, après déduction des frais généraux, charges sociales, amortissements et provisions, constitue le bénéfice net de la société.

Chaque année, cinq pour cent (5 %) du bénéfice net seront prélevés et affectés à la réserve légale. Ces prélèvements et affectations cesseront d'être obligatoires lorsque la réserve aura atteint un dixième du capital social, mais devront être repris jusqu'à entière reconstitution, si à un moment donné et pour quelque cause que ce soit, le fonds de réserve se trouve entamé.

L'assemblée générale des associés décide de l'affectation du solde des bénéfices nets annuels. Ils peuvent allouer ce bénéfice au paiement d'un dividende, l'affecter à un compte de réserve ou le reporter en respectant les dispositions légales applicables.

Art. 20. En cas de dissolution de la société pour quelque raison que ce soit, la liquidation sera faite par la gérance ou par toute personne désignée par les associés.

La liquidation de la société terminée, les avoirs de la société seront attribués aux associés en proportion des Parts Sociales qu'ils détiennent.

Des pertes éventuelles sont réparties de la même façon, sans qu'un associé puisse cependant être obligé de faire des paiements dépassant ses apports.

Art. 21. Pour tout ce qui n'est pas prévu par les présents statuts, les associés s'en réfèrent aux dispositions légales en vigueur.

Art. 22. Tous les litiges, qui naîtront pendant la liquidation de la société, soit entre les associés eux-mêmes, soit entre le ou les gérants et la société, seront réglés, dans la mesure où il s'agit d'affaires de la société, par arbitrage conformément à la procédure civile.

Disposition transitoire

Le premier exercice commencera aujourd'hui et se terminera le 31 décembre 2014.

Souscription et paiement

Les statuts de la société ayant été ainsi arrêtés, la comparante, dûment représentée, déclare souscrire à toutes les quinze mille (15.000) Parts Sociales d'une valeur nominale d'une livre sterling (GBP 1,-) chacune.

Toutes les quinze mille (15.000) Parts Sociales ont été intégralement libérées en espèces de sorte que la somme de quinze mille livres sterling (GBP 15.000,-) est dès à présent à disposition de la société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire instrumentant.

Frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge à raison de sa constitution s'élèvent approximativement à la somme de 1.250,- EUR.

Le capital social est évalué à 18.796,30- EUR.

Résolutions de l'associée unique

Immédiatement après la constitution de la société, l'associée unique, représentant l'intégralité du capital social, a pris les résolutions suivantes:

Première résolution

Les personnes suivantes sont nommées gérant de catégorie A et gérants de catégorie B pour une durée indéterminée:

Gérant de catégorie A:

- Monsieur Elliot GREENBERG, administrateur de sociétés, né à New York (Etats-Unis d'Amérique), le 19 janvier 1959, demeurant professionnellement aux Etats-Unis d'Amérique, 10019 NY, New York, 40, West 57th Street.

Gérants de catégorie B:

- Monsieur Jérôme DEVILLET, administrateur de sociétés, né à Arlon (Belgique), le 21 mai 1986, demeurant professionnellement à L-2453 Luxembourg, 6, Rue Eugène Ruppert.

- Monsieur Pierre CLAUDEL, administrateur de sociétés, né à Schiltigheim (France), le 23 mai 1978, demeurant professionnellement à L-2453 Luxembourg, 6, Rue Eugène Ruppert.

Deuxième résolution

Le siège social est établi à L-2453 Luxembourg, 6, Rue Eugène Ruppert.

146104

Pouvoirs

La comparante donne par la présente pouvoir à tout clerc et/ou employé de l'étude du notaire soussigné, agissant individuellement, pour rédiger, corriger et signer toute erreur ou omission ou toute faute(s) de frappe(s) au présent acte.

La comparante donne encore pouvoir à tout clerc et/ou employé de l'étude du notaire soussigné, agissant individuellement, afin de procéder à l'enregistrement, l'immatriculation, la radiation, la publication ou toutes autres opérations utiles ou nécessaires dans la suite du présent acte.

Déclaration

Le notaire soussigné qui comprend l'anglais et le français, déclare par la présente, qu'à la demande de la comparante, le présent document est rédigé en anglais suivi d'une traduction française; à la demande de la même comparante et en cas de divergence entre les deux textes, le texte anglais l'emportera.

DONT ACTE, fait et passé à Junglinster, à la date pré-mentionnée.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire, connu au notaire par son nom, prénom, état civil et domicile, il a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: Max MAYER, Jean SECKLER.

Enregistré à Grevenmacher, le 10 septembre 2014. Relation GRE/2014/3549. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur ff. (signé): Claire PIERRET.

Référence de publication: 2014142306/418.

(140161612) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 septembre 2014.

Sea S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1219 Luxembourg, 17, rue Beaumont.

R.C.S. Luxembourg B 116.634.

L'an deux mille quatorze, le quatre septembre.

Pardevant Maître Jean SECKLER, notaire de résidence à Junglinster (Grand-Duché de Luxembourg).

S'est réunie

une assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme "SEA S.A.", ayant son siège social à L-1219 Luxembourg, 17, rue Beaumont, R.C.S. Luxembourg numéro B116634, constituée suivant acte reçu par le notaire instrumentant en date du 17 mai 2006, publié au Mémorial C numéro 1457 du 28 juillet 2006, et dont les statuts ont été modifiés suivant acte reçu par le notaire instrumentant en date du 27 novembre 2007, publié au Mémorial C numéro 512 du 28 février 2008.

La séance est ouverte sous la présidence de Madame Sophie ERK, employée privée, demeurant professionnellement à L-1219 Luxembourg, 17, rue Beaumont.

La présidente désigne comme secrétaire et l'assemblée choisit comme scrutatrice Madame Carmen IECLE, employée privée, demeurant professionnellement à L-1219 Luxembourg, 17, rue Beaumont.

Les actionnaires présents ou représentés à la présente assemblée ainsi que le nombre d'actions possédées par chacun d'eux ont été portés sur une liste de présence, signée par les actionnaires présents et par les mandataires de ceux représentés, et à laquelle liste de présence, dressée et contrôlée par les membres du bureau, les membres de l'assemblée déclarent se référer.

Les procurations émanant des actionnaires représentés à la présente assemblée, signées ne varietur par les comparants et le notaire instrumentant, resteront annexées au présent acte avec lequel elles seront enregistrées.

La présidente expose et l'assemblée constate:

A) Que la présente assemblée générale extraordinaire a pour ordre du jour:

Ordre du jour:

1.- Démission des administrateurs et du commissaire aux comptes actuellement en fonction et décharge leur est accordée pour l'exécution de leur mandat jusqu'à ce jour.

2. Transfert du siège social et de l'établissement principal du Grand-Duché de Luxembourg, L-1219 Luxembourg, 17, rue Beaumont, à Via Saliceto 13, I-40010 BENTIVOGLIO, Italie et adoption de la nationalité italienne.

3.- Approbation de la situation comptable intérimaire au 31 juillet 2014 qui constituera le bilan d'ouverture de la société italienne.

4.- Adoption de la forme juridique d'une société anonyme existant et gouvernée par les lois de l'Italie et l'adoption de la dénomination «SEA SPA» et fixation de la durée de la Société jusqu'au 31/12/2050.

5.- Constitution d'un Conseil d'Administration et un Conseil de Commissaires.

6.- Autorisation à conférer Antonio BRAGAGLIA, demeurant professionnellement à Via dell'Indipendenza 54 I- 40121 Bologna d'entreprendre toute procédure nécessaire et d'exécuter et de fournir tout document nécessaire au Ministère

des Finances et au Registre de Commerce et des Sociétés de Bologna ainsi qu'au Registre de Commerce et des Sociétés à Luxembourg afin d'assurer la continuation de la société en tant que société de droit italien et la cessation de la société en tant que société de droit luxembourgeois.

7.- Refonte complète des statuts de la société pour les adapter à la législation italienne et transformation de la SA en société anonyme de droit italien.

8.- Soumission des décisions proposées à la condition résolutoire du refus du transfert du siège social de la société par le Ministère des Finances italien ou toute autre instance compétente.

9.- divers.

B) Que la présente assemblée réunissant l'intégralité du capital social est régulièrement constituée et peut délibérer valablement, telle qu'elle est constituée, sur les objets portés à l'ordre du jour.

C) Que l'intégralité du capital social étant représentée, il a pu être fait abstraction des convocations d'usage, les actionnaires présents ou représentés se reconnaissant dûment convoqués et déclarant par ailleurs avoir eu connaissance de l'ordre du jour qui leur a été communiqué au préalable.

Ensuite l'assemblée aborde l'ordre du jour et, après en avoir délibéré, elle a pris à l'unanimité les résolutions suivantes:

Première résolution

L'assemblée décide d'accepter les démissions des administrateurs et du commissaire aux comptes en fonction et de leur accorder, par vote spécial, pleine et entière décharge pour l'exécution de leurs mandats.

Deuxième résolution

L'assemblée décide, à l'unanimité, de changer la nationalité de la Société en adoptant la nationalité italienne et de transférer le siège social et l'établissement principal de la Société du Grand-Duché de Luxembourg, L-1219 Luxembourg, 17, rue Beaumont à Via Saliceto 13, I-40010 Bentivoglio, Italie

L'assemblée constate qu'aucun emprunt obligataire n'a été émis par la Société et que dès lors aucun accord des obligataires n'est requis en rapport avec les changements envisagés.

Elle constate en outre qu'aucune action sans droit de vote n'a été émise par la Société.

Elle constate également que le transfert du siège social en Italie et le changement de nationalité de la Société n'aura en aucun cas pour effet, ni sur le plan fiscal ni sur le plan légal, la constitution d'une nouvelle société et l'Assemblée constate que cette résolution est prise en conformité avec l'article 199 de la loi du 10 août 1915, sur les sociétés commerciales, telle qu'elle a été modifiée, ainsi qu'avec la Directive du Conseil de la CEE du 17 juillet 1969 no. 335 et les dispositions des articles 4 et 50 du DPR du 26 avril 1986, numéro 131 et toutes dispositions concernées.

L'assemblée décide que les livres et documents de la société avant le transfert de siège seront conservés à l'ancien siège de la société, à Luxembourg.

Troisième résolution

L'assemblée décide d'approuver la situation comptable intérimaire arrêtée au 31 juillet 2014 qui constituera le bilan d'ouverture de la société italienne.

Copie de cette situation comptable, rester annexée aux présentes après avoir été signée «ne varietur» par les membres du bureau et le notaire instrumentant.

Quatrième résolution

L'assemblée décide en conséquence de ce qui précède d'adopter la forme juridique d'une société anonyme existant et gouvernée par les lois de l'Italie et d'adopter la dénomination de «SEA SPA» et de fixer la durée de la Société au 31 décembre 2050.

Cinquième résolution

L'assemblée décide de nommer aux fonctions de:

Membres du Conseil d'Administration

- Mr. Stefano Possati, Président et représentant légal, né à Bologna le 23 décembre 1950 et résidant à Bologna, Via S. Stefano n. 34 - Codice Fiscale: PSSSFN50T23A944R;

- Docteur Edoardo Possati, Vice Président et représentant légal, né à Bologna le 2 avril 1959 et résidant à Bologna, Via Dei Colli n. 63/2 - Codice Fiscale: PSSDRD59D02A944L;

- Mr Alberto Possati, Conseiller, né à Bologna le 21 août 1963 et résidant à Bologna, Viale Carducci 23 - Codice Fiscale: PSSLRT63M21A944N

Membres du Conseil de Commissaires

- Président du Conseil des Commissaires - Docteur Nicola Maria Artese, né à Bologna le 22 décembre 1965 et résidant à Bologna, via Delle Rose n. 11 - Codice Fiscale RTSNLM65R22A944H - numéro iscrizione Registro Revisori Legali 81158;

- Commissaire effectif - Docteur Luigi Carosi, né à S. Benedetto del Tronto (AP) le 18 janvier 1946 et résident à Bologne, Via Marchetti n. 10 - Codice Fiscale CRSLGU46A18H769L - numéro iscrizione Registro Revisori Legali 11416;
- Commissaire effectif - Docteur Giampiero Rubbi, né à Bologne le 23 avril 1971, et résidant à Via Monterumici n. 28 - Codice Fiscale RBBGPR71D23A944Z - numéro iscrizione Registro Revisori Legali 129045;
- Commissaire Suppléant - Docteur Monica Sangiorgi, née à Bologne, le 17 mai 1968 et résidante à Bologne, à Via Mascagni n. 8 - Codice Fiscale SNGMNC68E57A944G - numéro iscrizione Registro Revisori Legali 76742;
- Commissaire Suppléant - Professeur Docteur Paolo Bastia, né à Bologne le 05 mars 1957 et domicilié à Bologne Viale Berti Pichat n. 32 - Codice Fiscale BSTPLA57C05A944T - numéro iscrizione Registro Revisori Legali 75073.

Réviseur des comptes

- Docteur Margherita Zinani, née à Castelnovo di Sotto (Reggio Emilia), le 05 mars 1961 et résidente à Reggio Emilia, à Via F. Filzi n. 26/00 - Codice Fiscale ZNNMGH61C45C218Z - numéro iscrizione Registro Revisori Legali 62216.

Les mandats des membres du Conseil d'Administration et du Conseil de Commissaires et du réviseur des comptes prendront fin à l'issue de l'Assemblée Générale ordinaire qui se tiendra en 2017.

Sixième résolution

L'assemblée autorise Monsieur Antonio BRAGAGLIA, demeurant professionnellement à Via dell'Indipendenza 54 I-40121 Bologna d'entreprendre toute procédure nécessaire et d'exécuter et de fournir tout document nécessaire au Ministère des Finances et au Registre de Commerce et des Sociétés de Bologna ainsi qu'au Registre de Commerce et des Sociétés à Luxembourg afin d'assurer la continuation de la société en tant que société de droit italien ayant un capital social de 5.000.000,- EUR dont les actions sont détenues à 100% par SIDCO S.A., Boulevard du Pont-d'Arve 28, CH-1205 GENEVE et la cessation de la société en tant que société de droit luxembourgeois.

Septième résolution

L'assemblée décide de procéder à une refonte complète des statuts de la société pour les mettre en concordance avec la législation italienne et de les arrêter comme suit:

STATUTO

Denominazione - Sede - Durata

Art. 1. E' costituita una Società per Azioni denominata "SEA S.p.A."

Art. 2. La società ha sede in Bentivoglio (BO).

La sede sociale può essere trasferita in qualsiasi indirizzo dello stesso Comune con semplice decisione del Consiglio di Amministrazione o dell'Amministratore Unico che è abilitato alle conseguenti dichiarazioni all'ufficio del registro delle imprese e, tale decisione del Consiglio di Amministrazione o dell'Amministratore Unico, dovrà essere sottoposta alla ratifica da parte della prima assemblea ordinaria dei soci.

La sede sociale può essere trasferita in altri comuni in Italia o all'estero con delibera dell'assemblea straordinaria dei soci.

Potranno essere istituite e soppresse, sia in Italia che all'estero sedi secondarie, con delibera dell'assemblea straordinaria dei soci; filiali, succursali, agenzie, uffici di rappresentanza con decisione del Consiglio di Amministrazione o dell'Amministratore Unico.

Il domicilio dei soci, degli amministratori e dei sindaci, se nominati, sia anagrafico che elettronico e telefonico, per quel che riguarda i loro rapporti con la società, è quello risultante dal libro soci e/o da quanto comunicato per iscritto alla società con mezzi idonei a provarne la ricezione.

Art. 3. La durata della Società è stabilita fino al 31 (trentuno) dicembre 2050 (duemilacinquanta) e potrà essere prorogata per decisione dell'assemblea straordinaria dei soci fatto salvo, in tal caso, il diritto di recesso dei soci in qualsiasi momento con un preavviso di un anno.

Oggetto sociale

Art. 4. La società ha per oggetto la progettazione, la produzione, la vendita e l'assistenza di dispositivi per la misura di precisione e il controllo di qualità nell'ambiente della produzione meccanica nelle seguenti aree di attività:

misura e controllo per macchine utensili, controllo dimensionale e geometrico, controllo non distruttivo, controllo statistico distribuito del processo e della qualità, assemblaggio di precisione, engineering simultaneo e project management.

La società potrà prendere in locazione o gestire stabilimenti od aziende con oggetto analogo od affine al proprio e potrà altresì concedere in locazione, senza limitazione di durata, se non quella stabilita per legge e derivante dalla durata della Società stessa, i propri stabilimenti o l'azienda sociale in tutto o in parte.

La società potrà svolgere la propria attività sia in Italia che all'estero.

La società, soltanto in via strumentale per il conseguimento dell'oggetto sociale, potrà compiere tutte le operazioni mobiliari, immobiliari, industriali, finanziarie e commerciali opportune, potrà assumere interessenze e partecipazioni, occasionalmente e non nei confronti del pubblico, in altre imprese, Enti o società con oggetto analogo od affine al proprio.

Potrà inoltre rilasciare, sempre in via strettamente strumentale al conseguimento dell'oggetto sociale, fidejussioni e garanzie in favore di terzi, nell'interesse delle proprie partecipate, dirette e indirette, e/o di associazioni temporanee di imprese, consorzi, associazioni in partecipazione ed enti vari, nei quali abbia partecipazioni di controllo e/o minoritarie.

E' espressamente esclusa dall'attività sociale la raccolta del risparmio tra il pubblico e l'acquisto e la vendita mediante offerta al pubblico di strumenti finanziari disciplinati dal T.U.I.F. (D. Lgs. 24 febbraio 1998 n. 58), nonché l'esercizio nei confronti del pubblico delle attività di assunzione di partecipazioni e di concessione di finanziamenti sotto qualsiasi forma e ogni altra attività di cui all'art. 106 T.U.L.B. (D. Lgs. 1° settembre 1993 n. 385).

E' altresì esclusa, in maniera tassativa, qualsiasi attività che sia riservata agli iscritti in albi professionali previsti dal D.Lgs. 58/98.

Capitale sociale - Obbligazioni e strumenti finanziari

Art. 5. Il capitale sociale è di EURO 5.000.000 (cinque milioni) diviso in n. 50.000 (cinquantamila) azioni ordinarie nominative da EURO 100,00 (cento) nominali cadauna.

Il capitale sociale potrà essere liberato con conferimenti proporzionali eseguiti in denaro o con apporti in natura.

Il capitale sociale potrà essere aumentato per deliberazione dell'assemblea anche con l'emissione di azioni aventi diritti diversi da quelli delle azioni precedenti. In caso di aumento del capitale sociale sarà riservato il diritto di opzione agli azionisti, salvo diversa deliberazione dell'assemblea che potrà prevedere la sottoscrizione anche da parte di terzi estranei alla società.

Le azioni potranno essere trasferite, oltre che per causa di morte, anche per atto tra vivi. In questo ultimo caso, il socio che intende vendere o comunque trasferire, in tutto o in parte, le proprie azioni dovrà preliminarmente offrirle agli altri soci, inviando, a coloro che risultano iscritti nel libro dei soci, relativa comunicazione nella quale deve essere indicato il prezzo di vendita e le modalità di pagamento. Il diritto di prelazione a parità di condizioni, deve esercitarsi entro e non oltre 60 (sessanta) giorni dal ricevimento della comunicazione con raccomandata A.R. del socio cedente.

Art. 6. L'assemblea può deliberare la riduzione del capitale sociale nei casi previsti dalla legge.

Art. 7. La società, con delibera da parte dell'assemblea straordinaria con le maggioranze di cui all'art. 14 del presente statuto, può emettere prestiti obbligazionari convertibili e non convertibili ai sensi di legge.

La società, con delibera da assumersi da parte dell'assemblea straordinaria con le maggioranze previste dall'art. 14 del presente statuto, può emettere strumenti finanziari forniti di diritti patrimoniali e/o anche di diritti amministrativi, escluso il diritto di voto nell'assemblea generale degli azionisti.

In tal caso, la delibera di emissione - con modifica statutaria - ne disciplinerà le modalità e le condizioni di emissione, i diritti che conferiscono, le sanzioni in caso di inadempimento delle prestazioni e, se ammessa, la legge di circolazione.

La società può costituire patrimoni destinati ad uno specifico affare ai sensi degli articoli 2447-bis e seguenti del Codice Civile. La deliberazione costitutiva è adottata dall'organo amministrativo.

Gli azionisti potranno effettuare versamenti, senza obbligo di rimborso, ovvero finanziamenti alla società, a titolo oneroso o gratuito, nel rispetto delle condizioni e dei limiti stabiliti dalla legge in materia di raccolta del risparmio.

Assemblee

Art. 8. Le assemblee sia ordinarie che straordinarie sono convocate dal Consiglio di Amministrazione o dall'Amministratore Unico nei casi di legge e si tengono presso la sede legale o altrove purché in Italia ovvero nel territorio di altri Stati appartenenti all'Unione Europea.

Art. 9. La convocazione dell'assemblea è fatta dal Consiglio di Amministrazione o dall'Amministratore Unico mediante avviso spedito almeno otto giorni prima di quello fissato per l'adunanza, a mezzo fax o e-mail, entrambi con prova di avvenuta ricezione, ovvero, (sempre con spedizione almeno otto giorni prima di quello fissato per l'adunanza) mediante lettera raccomandata con avviso di ricevimento, o mediante raccomandata a mano consegnata ai soci al domicilio risultante dal libro dei soci.

Nell'avviso di convocazione potrà essere prevista una data ulteriore di seconda convocazione per il caso in cui nella adunanza prevista in prima convocazione l'assemblea non risultasse legalmente costituita.

L'assemblea dei soci è validamente costituita anche nel caso in cui non siano rispettate le formalità suddette, purché sia rappresentato l'intero capitale sociale e sia presente la maggioranza dell'organo amministrativo e del collegio sindacale e nessuno si opponga alla trattazione degli argomenti posti all'ordine del giorno.

Ai sensi dell'ultimo comma dell'art. 2366 del codice civile dovrà essere data tempestiva comunicazione delle deliberazioni assunte ai componenti degli organi amministrativi e di controllo non presenti.

Art. 10. Ogni azione attribuisce il diritto ad un voto.

Art. 11. Possono intervenire all'assemblea i soci che alla data dell'assemblea stessa risultino titolari di azioni aventi diritto di voto.

Non è necessario il preventivo deposito dei titoli o della relativa certificazione.

Se i partecipanti all'assemblea non risultano iscritti nel libro soci, la società, se le azioni sono nominative, provvede senza indugio dopo l'assemblea alla loro iscrizione.

L'intervento in assemblea può avvenire anche mediante mezzi di telecomunicazione (audio e video), a condizione che tutti i partecipanti possano essere identificati e sia consentito loro di seguire la discussione, di ricevere, di trasmettere o visionare documenti, di intervenire oralmente e in tempo reale su tutti gli argomenti e di ciò dovrà essere dato atto nel verbale. Verificandosi tali presupposti, l'assemblea si considera tenuta nel luogo in cui si trova il presidente e dove deve pure trovarsi il segretario della riunione, onde consentire la stesura e la sottoscrizione del verbale sul relativo libro.

Art. 12. Ogni azionista avente diritto ad intervenire alla assemblea, può farsi rappresentare con delega scritta da altro azionista o da terzi. La rappresentanza non può essere conferita né ai membri degli organi amministrativi o di controllo o ai dipendenti della società, né alle società da essa controllate o ai membri degli organi amministrativi o di controllo o ai dipendenti di queste.

E' di competenza del Presidente dell'assemblea il constatare la regolarità della delega ed in genere il diritto ad intervenire all'assemblea.

Art. 13. L'assemblea dei soci è presieduta dall'Amministratore Unico o dal Presidente del Consiglio di amministrazione o, in caso di sua assenza o di impedimento, da persona eletta dall'assemblea.

Art. 14. Le assemblee, sia ordinarie che straordinarie, e le deliberazioni relative, sono valide, sia in prima che in seconda convocazione, se adottate con le presenze e le maggioranze stabilite dagli artt. 2368 e 2369 del Codice Civile.

Art. 15. Le deliberazioni dell'assemblea devono risultare da un verbale sottoscritto dal Presidente e dal segretario nominato dall'assemblea.

Nei casi di legge o quando l'assemblea lo richieda il verbale dell'assemblea è redatto da un notaio.

Amministrazione

Art. 16. La società è amministrata, secondo quanto sarà deciso volta per volta dai soci all'atto della nomina, da un Amministratore Unico ovvero da un Consiglio di Amministrazione composto da tre a sette membri.

L'Amministratore Unico o i membri del Consiglio di Amministrazione sono eletti dall'assemblea e durano in carica per il periodo stabilito all'atto della nomina (comunque non superiore a tre esercizi) e scadono alla data dell'assemblea convocata per l'approvazione del bilancio relativo all'ultimo esercizio della loro carica. Gli amministratori sono rieleggibili. Ove non vi abbia provveduto l'Assemblea, il Consiglio eleggerà tra i suoi membri il Presidente, il Vice Presidente ed uno o più Consiglieri delegati, anche nelle persone del Presidente stesso e del Vice Presidente, determinando i poteri attribuiti a questi ultimi, sempre nell'ambito di quelli che per Statuto spettano al Consiglio di Amministrazione.

Al Presidente ed al Vice Presidente, disgiuntamente tra loro, spettano la firma e la rappresentanza sociale.

Ai membri dell'organo amministrativo potrà essere riconosciuto un compenso annuo stabilito dall'assemblea all'atto della nomina, il rimborso delle spese sostenute in ragione del loro ufficio nonché il trattamento di fine mandato.

Art. 17. In caso di nomina di un Consiglio di Amministrazione, lo stesso si riunisce nel luogo indicato nell'avviso di convocazione, tutte le volte che il Presidente lo giudichi necessario o ne sia fatta richiesta da almeno un terzo dei suoi membri.

La convocazione viene fatta dal presidente con avviso trasmesso a ciascun membro del consiglio e del collegio sindacale mediante telefax, e-mail, con avviso di ricezione, telegramma o raccomandata almeno cinque giorni prima di quello fissato per la riunione o, in caso di urgenza, almeno ventiquattro ore prima.

Il consiglio di amministrazione è validamente costituito con la presenza della maggioranza dei suoi membri e delibera validamente con il voto favorevole della maggioranza assoluta dei presenti.

Il Consiglio è comunque validamente costituito anche nel caso in cui non siano rispettate le formalità suddette purché siano presenti tutti i consiglieri in carica e tutti i membri del collegio sindacale e nessuno si opponga alla trattazione degli argomenti.

Le riunioni del Consiglio di amministrazione, qualora il Presidente o il Vice Presidente ne accertino la necessità, possono essere validamente tenute in video-conferenza o in audio-conferenza, purché siano rispettate le condizioni indicate all'art. 11 dello statuto sociale, in tema di assemblee.

Il voto non può essere dato per rappresentanza.

Art. 18. Il Consiglio di amministrazione ha i più ampi poteri per la gestione ordinaria e straordinaria della società senza limitazione alcuna, con facoltà di compiere tutti gli atti ritenuti opportuni per il conseguimento degli scopi sociali, compreso quello di prestare fidejussioni o altre garanzie reali a favore di terzi; sono comunque esclusi quegli atti che in modo tassativo, per legge o per Statuto, sono riservati alla competenza dell'assemblea.

Sono comunque di competenza del Consiglio di Amministrazione o di due dei suoi membri, di cui uno il Presidente del Consiglio o il Vice Presidente, congiuntamente fra loro, i seguenti poteri:

- acquistare, permutare, vendere immobili, conferirli in Società, assumere partecipazioni ed interessenze nei limiti e per gli effetti del penultimo comma dell'art. 4 del presente statuto, consentire iscrizioni, cancellazioni ed annotamenti ipotecari, rinunciare ad ipoteche anche se legali, esonerare i Conservatori dei Registri Immobiliari e dei pubblici registri

in genere da responsabilità, obbligare cambiariamente la società, transigere e compromettere in arbitri anche amichevoli compositori, autorizzare e compiere qualsiasi operazione presso gli uffici del Debito pubblico o presso le Casse Depositi e Prestiti, con facoltà di promuovere azioni ed istanze giudiziarie e di giurisdizione amministrativa in ogni grado ed in qualunque sede anche per giudizi di cassazione e revocazione, nominando avvocati o procuratori alle liti;

- determinare la strategia e la linea di condotta generale relativa alla politica sindacale;
- compiere le operazioni riguardanti la cassa integrazione ordinaria e speciale e di adottare i conseguenti provvedimenti di riduzione di personale per processi di ristrutturazione, trasformazione e riconversione aziendale, o per crisi di settore.

L'elencazione dei poteri di cui sopra è esemplificativa e non tassativa.

Il Consiglio può delegare al Presidente, al Vice Presidente o ad uno o più Consiglieri i suoi poteri, determinando i limiti della delega, fatta eccezione per quelle attribuzioni che sono dalla legge riservate alla esclusiva competenza della Assemblée.

Sono comunque attribuiti al Presidente e al Vice Presidente, disgiuntamente fra loro, i più ampi poteri per il compimento dei seguenti atti:

- operazioni bancarie in genere, compresa l'apertura di conti correnti sia attivi che passivi;
- operazioni di sconto e di anticipazioni sia in euro che in valuta;
- operazioni su titoli di Stato e su polizze commerciali;
- richieste di fidejussioni bancarie, emissione di assegni e tratte nei limiti degli affidamenti concessi, incassi per girata;
- sottoscrizione di contratti di assicurazioni e richieste di fidejussioni a compagnie di assicurazione;
- tutte le pratiche richieste dagli Enti competenti riguardanti operazioni di esportazione ed importazione di beni e servizi; atti relativi agli acquisti di automezzi in genere, vendite, procure a vendere, e atti relativi a demolizioni degli stessi;
- rilascio di autorizzazioni all'uso in Italia ed all'Estero di automezzi della Società da parte dei dipendenti;
- stipulazione di contratti di locazione, leasing, factoring, nonché quelli per l'energia elettrica, gas, acqua e servizi telefonici;
- acquisto e vendita di macchinari e impianti in genere, inerenti l'attività della Società;
- decisioni in materia di licenziamenti individuali e le sanzioni disciplinari in genere;
- relazioni con le Associazioni di categoria.

Il Consiglio potrà delegare a procuratori, incaricati o responsabili, specifiche funzioni, compiti di rappresentanza ed operativi con conseguenti responsabilità, determinandone i poteri, le facoltà e l'eventuale remunerazione.

Sindaci - Revisione legale

Art. 19. Il Collegio Sindacale è composto di tre membri effettivi e due supplenti, nominati dall'assemblea ordinaria dei soci, i quali dureranno in carica tre esercizi e scadono alla data dell'assemblea convocata per l'approvazione del bilancio relativo all'ultimo esercizio della loro carica.

L'assemblea ordinaria dei soci che procede alla nomina designa il presidente del collegio sindacale e fissa la loro retribuzione.

Il collegio sindacale vigila sull'osservanza della legge e dello statuto, sul rispetto dei principi di corretta amministrazione ed in particolare sull'adeguatezza dell'assetto organizzativo amministrativo e contabile adottato dalla società e sul suo concreto funzionamento ed esercita la funzione di revisione legale dei conti della società, salvo che l'assemblea deliberi, ai sensi del successivo

Art. 20. del presente statuto, di nominare un revisore o una società di revisione.

Art. 20. Il revisore o la società incaricata della revisione legale, anche mediante scambi di informazioni con il collegio sindacale:

- verifica nel corso dell'esercizio sociale, con periodicità almeno trimestrale, la regolare tenuta della contabilità sociale e la corretta rilevazione nelle scritture contabili dei fatti di gestione;
- verifica se il bilancio di esercizio e, ove redatto, il bilancio consolidato, corrispondono alle risultanze delle scritture contabili e degli accertamenti eseguiti e se sono conformi alle norme che li disciplinano;
- esprime con apposita relazione un giudizio sul bilancio di esercizio e sul bilancio consolidato, ove redatto.

L'assemblea, su parere del Collegio Sindacale, nomina il revisore e determina il corrispettivo per tutta la durata dell'incarico, che non può eccedere i tre esercizi sociali.

Il revisore contabile o la società di revisione debbono possedere per tutta la durata del loro mandato i requisiti di cui all'articolo 2409-quinquies del Codice Civile.

I revisori cessano dal proprio ufficio con l'approvazione del bilancio del loro ultimo esercizio sociale e sono rinnovabili nel loro incarico.

Il collegio sindacale e i soggetti incaricati della revisione legale, ove nominati, devono scambiarsi tempestivamente le informazioni rilevanti per l'espletamento dei rispettivi compiti.

Bilancio ed utili

Art. 21. Gli esercizi sociali si chiudono il 31 (trentuno) dicembre di ogni anno. L'assemblea dei soci per l'approvazione del bilancio deve essere convocata almeno una volta all'anno, entro 120 (centoventi) giorni dalla chiusura dell'esercizio sociale o entro 180 (centottanta) giorni dalla chiusura dell'esercizio sociale se la società è tenuta alla redazione del bilancio consolidato o quando lo richiedono particolari esigenze derivanti dalla struttura e dall'oggetto sociale, purché entro 120 (centoventi) giorni dalla chiusura dell'esercizio venga adottata una apposita delibera dell'organo amministrativo che enunci i motivi che permettono la convocazione posticipata, ai sensi dell'art. 2364 del codice civile.

Art. 22. In conformità di quanto disposto dall'articolo 2430 del codice civile, gli utili netti risultanti dal bilancio saranno distribuiti agli azionisti, salvo che l'assemblea non ne deliberi una diversa destinazione totale o parziale.

Scioglimento

Art. 23. Addivenendosi per qualsiasi causa ed in qualunque tempo allo scioglimento della società, l'assemblea straordinaria determina le modalità della liquidazione, nomina uno o più liquidatori e ne determina i poteri.

Art. 24. Per tutto quanto non disposto nel presente statuto, valgono le disposizioni di legge in materia.

Huitième résolution

L'assemblée décide de soumettre les résolutions prises ci-avant à la condition résolutoire du refus du transfert du siège social de la société par le Ministère des Finances italien ou toute autres instance qu'il appartiendra.

Frais

Le montant des frais, dépenses et rémunérations quelconques incombant à la société en raison des présentes s'élève approximativement à 1.550,-EUR.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, ceux-ci ont signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: Sophie ERK, Carmen IECLE, Jean SECKLER.

Enregistré à Grevenmacher, le 09 septembre 2014. Relation GRE/2014/3520. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €

Le Receveur ff. (signé): Claire PIERRET.

Référence de publication: 2014142438/334.

(140161645) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 septembre 2014.

Vat Reclaim Holding S.à r.l., Société à responsabilité limitée, (anc. Swing Financial Developments S.à r.l.).

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2540 Luxembourg, 15, Edward Steichen.

R.C.S. Luxembourg B 188.587.

In the year two thousand and fourteen, on the fifth of September,

Before Us, Maître Karine Reuter, notary residing in Pétange, Grand-Duchy of Luxembourg.

There appeared:

1. JCAS Holding, a company incorporated under the laws of France having its registered office at 16, cours Albert 1^{er}, 75008 Paris, France, owner of 6,250 shares,

2. Jean Cazès, born in Casablanca (Morocco), on 22nd day of October 1954, residing at 21, rue du Dragon, 75006 Paris, France, owner of 6,250 shares,
the "Shareholders"

hereby represented by Mrs Aurore DARGENT, private employee, residing professionally in Luxembourg, by virtue of powers of attorneys, with power of substitution, given under private seal on 7 August 2014.

Said proxies, after having been signed "ne varietur" by the proxyholder of the appearing parties and by the undersigned notary, shall remain annexed to the present deed, to be filed with the registration authorities.

The appearing parties, represented as aforesaid, appear in their capacities as Shareholders of
"Swing Financial Developments S.à r.l.",

a private limited liability company (société à responsabilité limitée), having its registered office at 15 rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg, incorporated under the name of Swing Financial Developments S.à r.l., pursuant to a deed of 2 Maître Pierre Probst, notary residing in Luxembourg on July 3rd, 2014, not yet published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations,

registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under the number B 187587 (the "Company").

The Shareholders, represented as aforesaid and represented the entire share capital of the Company, have requested the undersigned notary to record the following:

Agenda

1. Waive of convening notice.
2. Change of the denomination of the Company from "Swing Financial Developments S.à r.l." into "VAT Reclaim Holding S.à r.l.".
3. Subsequent amendment of the article 2 of the articles of association (the "Articles");
4. Miscellaneous.

The Shareholders have taken the following resolutions:

First resolution

The entirety of the share capital of the Company being represented at the present Meeting, the Meeting waives the convening notice, the Shareholders represented at the Meeting considering themselves as duly convened and declaring having perfect knowledge of the agenda which has been made available to it in advance of the Meeting.

Second resolution

The Shareholders resolve to change the denomination of the Company from "Swing Financial Developments S.à r.l." into "VAT Reclaim Holding S.à r.l.".

Third resolution

The Shareholders resolve to amend article 2 in the Articles so that it shall henceforth read as follows:

Art. 2. Corporate name. The Company will have the name "VAT Reclaim Holding S.à r.l." (hereafter the "Company").

Fourth resolution

The Shareholders resolve to amend the books and registers of the Company, in order to reflect the above changes with power and authority to any manager of the Company and/or any employee of "Vistra (Luxembourg) S.à r.l.", to proceed 3 individually, on behalf of the Company with the registration of the above changes in the relevant registers of the Company.

Costs

The aggregate amount of the costs, expenditures, remunerations or expenses, in any form whatsoever, which the corporation incurs or for which it is liable by reason of the present deed, is approximately 1.350

WHEREOF, the present deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The undersigned notary, who knows English, states that on request of the appearing parties, the present deed is worded in English, followed by a French version and in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will be binding.

The document having been read to the persons appearing, they signed together with the notary the present deed.

Suit la traduction en française du texte qui précède:

En l'an deux mille quatorze, le cinq septembre

Pardevant Nous, Maître Karine Reuter, notaire, résidant à Pétange, Grand-Duché de Luxembourg

ONT COMPARU:

1. JCAS Holding, une société constituée sous les lois de la France et ayant son siège social au 16, cours Albert 1^{er}, 75008 Paris, France, propriétaire de 6.250 parts sociales,

2. Jean Cazès, né à Casablanca (Maroc), le 22 octobre 1954, résidant au 21, rue du Dragon, 75006 Paris, France, propriétaire de 6.250 parts sociales,

agissant en leur qualités d'associés de la société Swing Financial Developments S.à.r.l.

ici représentés par Mrs Aurore DARGENT, employé privé, résidant professionnellement à Luxembourg, en vertu de procurations, avec pouvoir de substitution, données sous seing privé le 7 août 2014.

Lesdites procurations, après avoir été signées "ne varietur" par le mandataire des comparantes et par le notaire soussigné, restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités de l'enregistrement.

Les comparantes, représentées tel que mentionné ci-dessus, apparaissent en leur capacités d'Associés de "Swing Financial Developments S.à r.l.",

une société à responsabilité limitée, ayant son siège social au 15 rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg, constituée sous le nom de Swing Financial Developments S.à r.l., en vertu d'un acte dressé par Maître Pierre Probst, notaire résidant à Luxembourg le 3 juillet 2014, en cours de publication au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations,

enregistrée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 187587 (la "Société").

Les Associés, représentés tel que mentionné ci-dessus et représentant l'entière part du capital social de la Société, ont demandé au notaire instrumentaire de prendre acte de ce qui suit:

Ordre du jour

1. Renoncer à l'avis de convocation.
2. Changer la dénomination de la Société de "Swing Financial Developments S.à r.l." en "VAT Reclaim Holding S.à r.l.".
3. Modification subséquente de l'article 2 des statuts de la Société (les "Statuts");
4. Divers.

Les Associés ont décidé de prendre les résolutions suivantes:

Première résolution

La totalité du capital social de la Société étant représentée à la présente Assemblée, celle-ci renonce à l'avis de convocation, les Associés représentés à l'Assemblée se considérant dûment convoqués et déclarant avoir pris connaissance de l'ordre du jour avant l'Assemblée.

Deuxième résolution

Les Associés décident de changer la dénomination de la Société de "Swing Financial Developments S.à r.l." en "VAT Reclaim Holding S.à r.l.".

Troisième résolution

Les Associés décident de modifier l'article 2 des Statuts de sorte qu'il est désormais rédigé comme suit:

" Art. 2. Dénomination. La Société aura la dénomination "VAT Reclaim Holding S.à r.l." (ci-après la "Société").»

Quatrième résolution

Les Associés décident de modifier les livres et registres de la Société afin de refléter les changements mentionnés ci-dessus en conférant pouvoir et autorité à tout directeur de la Société et/ou employé de Vistra (Luxembourg) S.à r.l. pour procéder individuellement, au nom de la Société, à l'enregistrement des changements susnommés dans les livres de la Société.

Estimation des coûts

Le montant total des coûts, dépenses et rémunérations, sous quelque forme que ce soit, à la charge de la Société ou qui lui incombent du fait du présent acte, s'élève environ à 1.350.-euros.

DONT ACTE, le présent acte a été rédigé à Luxembourg, à la date indiquée aux en-têtes.

Le notaire soussigné, qui comprend l'anglais, certifie que, sur demande des parties comparantes, le présent acte est rédigé en anglais, suivi par une traduction française et en cas de divergence entre la version anglaise et française, la version anglaise prévaudra.

Après lecture donnée aux parties comparantes, celles-ci ont signé le présent acte avec le notaire.

Signé: DARGENT, REUTER.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 10 septembre 2014. Relation: EAC/2014/12114. Reçu soixante-quinze euros.

Le Receveur (signé): SANTIONI.

Pour expédition Conforme.

Pétange, le 11 septembre 2014.

Référence de publication: 2014142431/114.

(140161314) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 septembre 2014.

Black Horse S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 78.519.

L'adresse de l'administrateur Redmond Schley, a changé et est désormais au 83-85, Barbizonlaan, 2908ME, Capelle a/d IJssel, Pays-Bas.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 5 septembre 2014.

Référence de publication: 2014143947/11.

(140163749) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 septembre 2014.